

PUBLICIS
Rapport Financier



1999

- Document de Référence

*Document enregistré par la Commission des Opérations de Bourse le 16 mai 2000
sous le numéro R00-241 conformément à son règlement 98.01.*

- P 3

Rapport de gestion du Directoire

- P 15

Rapport du Conseil de Surveillance

- P 17

Comptes consolidés du Groupe Publicis - Exercice 1999

- P 59

Comptes sociaux de Publicis SA - Exercice 1999

- P 80

Rapport des Commissaires aux Comptes

- P 85

Information complémentaires

- P 103

Résolutions proposées à l'Assemblée Générale Mixte du 22 juin 2000

- Rapport de Gestion du Directoire

Année 1999

L'année 1999 marquera sans aucun doute une étape importante dans l'histoire de Publicis.

C'est l'année de l'achèvement de la construction de notre réseau mondial. Il n'y aura bien entendu jamais écrit le mot « fin » dans le développement et le déploiement de notre réseau, mais il est un moment où la crédibilité de notre présence sur la scène publicitaire est définitivement acquise.

Ce moment est arrivé en 1999.

Tant par la couverture de notre réseau (76 pays), sa taille (parmi les 10 premiers mondiaux), sa qualité (de très nombreux prix, récompenses, reconnaissances de nos pairs, de nos clients, des consommateurs) que par notre développement à la fois local et mondial. Et s'il fallait ne citer qu'une victoire, ce sera celle de l'euro, ô combien symbolique de l'âpreté des combats des titans de la publicité mondiale et où Publicis l'a emporté haut la main.

C'est l'année aussi de la démonstration de la constance de notre stratégie de développement. Après une année 1998 qui avait vu notre chiffre progresser de 36 %, c'est un nouveau bond de notre chiffre d'affaires de 25% qui est réalisé avec une harmonieuse répartition entre croissance organique (12 %) et acquisitions (13 %). Avec un chiffre d'affaires de 6,8 milliards d'euros, soit 45 milliards de francs, le Groupe Publicis brasse un volume considérable d'affaires très bien réparti dans le monde.

C'est une année record en matière de profits avec une augmentation de 57 % et de 42 % hors éléments exceptionnels. Le Groupe réalise un volume de profits courants par du Groupe de 82 495 000 euros. La qualité de notre profit doit également être soulignée. Le pourcentage d'EBITDA sur le revenu se situe à 18 %, c'est-à-dire parmi les meilleurs du secteur alors que dans le même temps nos investissements n'ont cessé de croître, notamment dans le secteur des nouvelles technologies.

C'est aussi l'année d'un élargissement stratégique de notre offre. La qualité et la rapidité de notre développement mondial nous ont permis d'accélérer le déploiement du Groupe sur deux secteurs essentiels que sont Publicis Dialog, avec le marketing relationnel, et Publicis Technology et ses avancées multiples sur le Net. Notre Groupe est non seulement bien équipé pour faire face à la Nouvelle Économie mais surtout il est en mesure de prendre des initiatives nombreuses qui vont lui permettre d'être dans ce secteur également un acteur décisif.

Les succès rencontrés tant dans les domaines créatifs et commerciaux que dans le domaine des acquisitions ont permis à Publicis d'attirer les meilleurs talents, que ce soit dans les recrutements ou dans les acquisitions récentes. Avec Welcomm en Corée, Publicis s'est doté de la meilleure agence de la région ; c'est également le cas en Chine avec la très brillante agence Ad Link, ou encore aux États-Unis avec Burrell Communications. En reprenant AMA aux Philippines, non seulement Publicis s'enrichit de la plus belle équipe publicitaire du marché mais, en outre, gagne la première marche du podium aux Philippines.

C'est sur cette lancée qu'ont été réalisés les premiers pas de l'an 2000 marqués par trois victoires consécutives de tout premier plan :

- L'acquisition de Frankel : la plus importante et la plus brillante des agences indépendantes dans les *marketing services* avec des clients comme McDonald's, Frito-Lay, Amoco, Visa, etc... Avec près de 800 personnes, c'est l'agence la plus innovante et la plus primée aux États-Unis dans le marketing relationnel et opérationnel.

- Ce fut ensuite l'acquisition de Fallon McElligott, l'agence la plus recherchée aux États-Unis pour sa qualité professionnelle, son brio, la qualité de son portefeuille de clientèle et qui, par son organisation toute tournée vers l'*Internet Age*, en fait, sans aucun doute, l'agence la mieux préparée pour l'avenir. Ses clients ? BMW USA, John Nuveen, Lee, United Airlines, etc... Elle constituera la deuxième arme de développement du Groupe dans le secteur des agences de publicité.

- Et, encore plus près, le rachat de l'agence média DeWitt qui nous permet de lancer Optimedia USA.

Le Groupe Publicis est paré pour l'an 2000, ses défis, ses promesses. Et ce d'autant plus que le Tribunal Arbitral, sollicité par True North dans le cadre de la fusion de Publicis Communication avec Publicis SA, a considéré que Publicis avait agi conformément à l'esprit du contrat et en conformité avec les réglementations en vigueur. En déboutant True North de ses demandes exorbitantes, le Tribunal Arbitral a définitivement fermé ce chapitre de notre histoire récente. Cette décision est pour nous très importante car elle démontre très clairement que l'ancien management de True North avait de façon inconsidérée entraîné l'entreprise dans une procédure inutile, coûteuse en temps et en argent, et elle confirme, si besoin en était, que non seulement Publicis a agi dans le respect des règles d'éthique et de ses accords, mais qu'en outre, comme on peut le voir au travers de ses résultats et de ses performances, la stratégie de Publicis est bonne et porte ses fruits.

Toutes nos activités - à l'exception du Drugstore - ont été en hausse en 1999 comme la revue des différents secteurs nous permet de le voir. La contribution décrite ci-après s'entend avant amortissement des survaleurs et hors plus-values exceptionnelles.

Communication

La branche Communication, qui regroupe toutes nos activités publicitaires et de communication tant en France qu'en Europe et dans le monde, a réalisé un chiffre d'affaires consolidé de 6,4 milliards d'euros (42 milliards de francs), en progression de 26 % (12 % à périmètre et taux constants) et un résultat net consolidé part du Groupe de 68 896 000 euros (451 925 000 francs), contre 41 760 000 euros (273 930 000 francs) l'année précédente, en progression de 65 %. Cette augmentation - spectaculaire - trouve son origine dans de meilleures performances de nos principales filiales :

- Le **groupe Publicis Conseil** a réalisé un chiffre d'affaires de 861 millions d'euros (5,6 milliards de francs), en progression de 5 %.

Son résultat net consolidé total s'élève à 15 742 000 euros (103 261 000 francs) contre 11 514 000 euros (75 528 000 francs) en 1998 et la part du Groupe à 14 577 000 euros (95 616 000 francs) contre 10 211 000 euros (66 983 000 francs).

Dans un contexte de progression modérée des revenus, la forte progression (43%) des résultats est due à l'amélioration de la rentabilité de l'agence Publicis Conseil ainsi qu'à celle de nos activités hors-média. Notre réseau Publicis Régions, implanté dans une vingtaine de villes, a quant à lui fait l'objet de restructurations au cours de l'année 1999 destinées à en augmenter les performances dès à présent.

- Les autres activités françaises - **Publicis Centre Média**, conseil et achat média en France, **Publicis Consultants**, conseil en stratégies d'entreprise, **Publicis Technology France**, société spécialisée dans la communication électronique, **Wam**, spécialiste dans la production des films publicitaires - ont réalisé un chiffre d'affaires cumulé de 422 millions d'euros (2,8 milliards de francs) en progression de 5 % et un résultat global de 3 638 000 euros (23 862 000 francs), en progression quant à lui de 25 %.

- **Publicis Worldwide**, qui regroupe l'ensemble de nos activités publicitaires hors de France, a enregistré un chiffre d'affaires de 5,3 milliards d'euros (34,8 milliards de francs) pour l'année 1999, en augmentation de 32 % (14 % à taux et périmètre constants).

Le résultat net consolidé courant, part du Groupe, est un bénéfice de 50 681 000 euros (332 445 000 francs)

contre 37 625 000 euros (246 804 000 francs) en 1998, en hausse de 35 %.

L'amélioration des résultats est essentiellement due aux bonnes performances de nos filiales américaines.

Notre premier marché reste encore en 1999 l'**Europe** (hors France) où nous réalisons un chiffre d'affaires de 2,6 milliards d'euros (16,8 milliards de francs), en hausse de 16 %.

Publicis, toujours premier réseau européen, est l'acteur majeur de cette zone, où la plupart de nos agences occupent des positions fortes grâce à la qualité de leurs créations et au dynamisme de leur développement. La quasi totalité des pays a enregistré en 1999 de bonnes performances, avec une amélioration de leur niveau d'activité et de résultats.

L'Allemagne où nous réalisons le tiers de notre chiffre d'affaires en Europe, l'Italie, le Portugal, l'Espagne, la Suisse, la Hollande, le Danemark et la Suède ont réalisé une année record dans tous les domaines.

Nous avons rencontré encore quelques difficultés ponctuelles en Norvège, en Autriche et dans deux de nos agences anglaises, tandis que l'agence Publicis Limited réalisait dans ce pays d'excellentes performances.

L'**Amérique du Nord**, avec un chiffre d'affaires de 1,8 milliard d'euros (12,1 milliards de francs), a connu une progression de 39 % (34 % à périmètre constant).

Publicis, Publicis Hal Riney et Publicis Dialog ont connu une excellente année, en termes de revenus comme de résultats, et notre position aux Etats-Unis s'est vue renforcée par l'acquisition du premier Groupe de communication afro-américain, Burrell Communications à Chicago.

Au Canada, l'activité a été soutenue et les résultats contrastés selon les activités et les agences.

En **Asie-Pacifique**, le chiffre d'affaires a augmenté de 80 % sous l'effet conjugué du renforcement de nos implantations et de notre croissance organique : le chiffre d'affaires de cette zone atteint 517 millions d'euros (3,4 milliards de francs) en 1999, contre 288 millions d'euros (1,9 milliard de francs) l'année précédente.

En **Asie**, nous avons complété notre réseau grâce aux acquisitions de Publicis Ad Link à Hong-Kong et en Chine, Publicis Welcomm en Corée et Publicis AMA aux Philippines.

Dans la zone **Afrique/Moyen-Orient**, notre chiffre d'affaires a été multiplié par trois, passant de 69 millions d'euros (451 millions de francs) en 1998 à 222 millions d'euros (1,5 milliard de francs) en 1999. Cette croissance provient essentiellement de nos acquisitions au Moyen-Orient (Publicis-Graphics, troisième réseau de cette zone) et en Israël (AB Data et Superpush).

En **Amérique latine**, notre chiffre d'affaires a progressé de 35 % à 159 millions d'euros (1 milliard de francs). Tous les pays ont participé à cette hausse, les difficultés rencontrées en Argentine pesant sur les bons résultats de l'ensemble. Notons les excellentes performances du Brésil malgré une évolution défavorable du taux de change entre le real et le dollar.

Médias & Régies

Le chiffre d'affaires consolidé de la branche Médias & Régies en 1999 s'est élevé à 470 millions d'euros (3,1 milliards de francs), en progression de 16 % à structure constante, c'est à dire compte tenu de la nouvelle configuration résultant de la restructuration effectuée en juin 1998.

Le résultat net total consolidé de cette branche s'est établi à 20 128 000 euros (132 033 000 francs) contre 16 596 000 euros (108 862 000 francs) en 1998. La part du Groupe dans ce résultat s'élève à 11 817 000 euros (77 511 000 francs) contre 9 257 000 euros (60 722 000 francs) l'année précédente, en hausse de 28 %.

Presse

Le secteur de la presse (à savoir la régie des journaux Le Monde, Libération, EDJ, Pariscope, Marianne, Télé Z, le Nouvel Economiste et bien d'autres...) a vu son chiffre d'affaires augmenter très fortement (+34 %) pour atteindre 191 millions d'euros (1,3 milliard de francs), dans un contexte de forte croissance tant de la publicité commerciale que des petites annonces. Le résultat net consolidé courant de ce secteur ressort à 3 546 000 euros (23 260 000 francs), dont 1 673 000 euros (10 973 000 francs) pour la part de Publicis, contre 1 652 000 euros (10 840 000 francs) en 1998, dont 806 000 euros (5 289 000 francs) pour la part de Publicis.

Affichage

Avec un chiffre d'affaires de 163 millions d'euros (1,1 milliard de francs), en hausse de 4 % à périmètre constant, l'affichage France et étranger a réalisé un bénéfice net de 12 575 000 euros (82 489 000 francs) en 1999 soit 7 531 000 euros (49 402 000 francs) pour la part revenant à Publicis, contre 11 056 000 euros (72 525 000 francs) en 1998 soit 6 190 000 euros (40 603 000 francs) pour la part revenant à Publicis.

Les principales composantes de ce secteur ont évolué comme suit :

- Le Groupe Métrobus a réalisé un chiffre d'affaires de 131 millions d'euros (861 millions de francs), en croissance de 6 % à structure comparable. Le résultat net part du Groupe s'est élevé à 2 145 000 euros (14 071 000 francs), malgré les pertes attendues du démarrage du journal « A Nous Paris », contre 1 371 000 euros (8 993 000 francs) l'année précédente.
- Le Groupe Publex, premier afficheur en Hollande dont nous détenons 50 % du capital en association avec Jean- Claude Decaux, dont le chiffre d'affaires s'est établi à 31 millions d'euros (206 millions de francs), stable par rapport à l'année précédente, a réalisé un bénéfice de 10 936 000 euros (71 735 000 francs), soit 5 468 000 euros (35 868 000 francs) pour la part revenant à Publicis contre 4 866 000 euros (31 918 000 francs) en 1998, en augmentation de 12 %.

Radio

Le secteur radio, avec Régie 1 (régie de Europe 1) en France et Intervoz au Portugal, a vu son chiffre d'affaires s'établir à 83 millions d'euros (546 millions de francs), en hausse de 5 % par rapport à l'année précédente. La quote-part de Publicis dans le résultat de ce secteur ressort à 986 000 euros (6 464 000 francs) contre 780 000 euros (5 114 000 francs) en 1998.

Cinéma

Le secteur cinéma avec Médiavision a réalisé un chiffre d'affaires de 33 millions d'euros (213 millions de francs), en hausse de 27 %, et un résultat (hors plus-value exceptionnelle) de 2 441 000 euros (16 012 000 francs) contre 1 833 000 euros (12 022 000 francs) en 1998.

Autres activités

Devant les pertes accumulées au titre des années antérieures et notre souci de concentrer nos efforts sur le Drugstore Champs-Élysées, nous avons décidé de céder le fonds et les murs du Drugstore Matignon, cette cession ayant entraîné un arrêt de notre exploitation à compter du 31 juillet 1999.

Les Drugstores ont réalisé un chiffre d'affaires pour l'année 1999 de 13,5 millions d'euros (89 millions de francs), en baisse de 5 % à structure comparable.

Le résultat dégagé est une perte de 2 237 000 euros (14 674 000 francs) contre une perte de 1 968 000 euros (12 910 000 francs) en 1998.

Les activités financières et de services ont réalisé un chiffre d'affaires de 14,2 millions d'euros (93 millions de francs) contre 13,2 millions d'euros (87 millions de francs) l'année précédente. Le résultat est un profit de 940 000 euros (6 167 000 francs) contre 682 000 euros (4 476 000 francs) en 1998.

Amortissement des survaleurs

Dans le cadre de notre politique d'amortissement des survaleurs, nous avons enregistré, au titre de l'année 1999, une charge d'amortissement de 19 427 000 euros (127 432 000 francs) contre 12 549 000 euros (82 314 000 francs) l'année précédente. La part du Groupe dans cette dotation s'élève respectivement à 19 040 000 euros (124 894 000 francs) en 1999 et 10 588 000 euros (69 456 000 francs) en 1998. Cette charge inclut à hauteur de 4 215 000 euros (27 648 000 francs) des amortissements exceptionnels de survaleurs relatives à des acquisitions d'agences de diversification en Angleterre.

Résultat net consolidé

Après prise en compte de produits exceptionnels nets d'impôts sur cession d'actifs qui s'élèvent à 12 087 000 euros (79 286 000 francs), soit 10 994 000 euros (72 116 000 francs) pour la part revenant au Groupe, le résultat net consolidé, part du Groupe, ressort à 74 449 000 euros (488 353 000 francs) contre 47 400 000 euros (310 924 000 francs) l'année précédente, ce qui représente une hausse de 57 %.

Le résultat consolidé total s'élève à 95 231 000 euros (624 674 000 francs) contre 67 589 000 euros (443 356 000 francs) en 1998, soit une augmentation de 41 %.

Informations juridiques et financières

Société mère Publicis SA - comptes sociaux

Compte tenu des diverses opérations de fusions et d'apports opérées au cours de l'année précédente, la comparaison des comptes sociaux de Publicis SA entre 1998 et 1999 n'est pas pertinente.

Le chiffre d'affaires de Publicis SA, société mère du Groupe, composé principalement de loyers immobiliers

et de redevances de location gérance, s'est élevé à 10 911 256 euros (71 573 149 francs) en 1999 contre 65 077 182 euros (426 878 331 francs) l'année précédente.

Les revenus financiers se sont élevés à 14 587 183 euros (95 685 648 francs) contre 29 394 220 euros (192 813 443 francs) en 1998, comprenant à hauteur de 10 518 435 euros (68 996 408 francs) des dividendes reçus des filiales, contre 25 834 465 euros (169 462 982 francs) l'année précédente.

Après prise en compte de 8 866 083 euros (58 157 689 francs) de charges d'exploitation et de 4 847 440 euros (31 797 118 francs) de charges financières et de quote-part de sociétés en nom collectif, le résultat courant avant impôts ressort à 12 218 725 euros (80 149 581 francs) contre 27 866 618 euros (182 793 033 francs) en 1998.

Le résultat exceptionnel, qui s'élève à 13 594 346 euros (89 173 065 francs), inclut à hauteur de 11 240 021 euros (73 729 703 francs) la plus-value sur la cession des lots de copropriété occupés par le Drugstore Matignon, ainsi qu'un montant de 2 713 770 euros (17 801 169 francs) correspondant au remboursement, au titre de la clause de retour à meilleure fortune, d'une créance antérieurement abandonnée au profit de Médias & Régies Europe.

Après constatation de la charge d'impôt de l'exercice, qui s'élève à 5 102 470 euros (33 470 006 francs), le bénéfice net de l'exercice 1999 ressort à 20 710 601 euros (135 852 640 francs) contre 28 009 941 euros (183 733 171 francs) en 1998.

True North

Publicis détient toujours une participation de l'ordre de 10 % dans **True North Communications**, Groupe américain de communication coté à la bourse de New York. Cette participation, qui figure dans les comptes consolidés pour une valeur de 20 millions d'euros, recèle une plus-value latente d'environ 180 millions d'euros (1,15 milliard de francs) - sur la base d'un cours moyen de janvier de 42 dollars, pour un plus haut à 47 dollars -.

Par ailleurs, True North qui était actionnaire à hauteur de 26,31 % de Publicis Communication, société fermée, est devenu actionnaire de Publicis SA à hauteur de 8,82 % lors de la réalisation de la fusion-absorption votée par votre Assemblée le 11 décembre 1998. True North a cédé l'intégralité des titres Publicis qu'elle détenait (soit 792 069 titres) en juin 1999 pour un prix unitaire de 170 euros. Postérieurement à la fusion, True North a engagé une procédure devant un Tribunal Arbitral international pour contester les modalités de la fusion et demander réparation du préjudice qu'il affirmait avoir subi. La décision du Tribunal Arbitral dans cette procédure a été rendue le 15 février 2000.

Par cette décision True North a été débouté de la quasi totalité de ses demandes et notamment de celle de dommages et intérêts (qui s'élevait à plus de 100 millions de dollars). Non seulement par cette décision le Tribunal Arbitral reconnaît que Publicis a agi en conformité avec les réglementations en vigueur et ses accords mais a, en outre, donné satisfaction à Publicis sur certaines demandes reconventionnelles et en particulier les honoraires de coordination des clients internationaux.

TV6

La société TV6, concessionnaire de la sixième chaîne de télévision, dont nous détenons 25 % du capital, avait engagé une procédure pour obtenir l'indemnisation du préjudice né de la résiliation, en 1987, après une seule année d'émission, de sa concession.

Le Tribunal Administratif, puis la Cour Administrative d'Appel, ont reconnu le droit à indemnisation de TV6 mais ont alloué un montant de dommages et intérêts qui a paru à TV6 sans rapport avec le préjudice subi. La requête déposée par TV6 auprès du Conseil d'Etat ayant été rejetée, les actionnaires ont dû constater que toutes les voies de recours étaient épuisées et ont décidé de la dissolution de la société le 7 juin 1999. La clôture de la liquidation a été prononcée le 30 novembre 1999.

Restructuration pôle USA

Il a été décidé de regrouper l'ensemble de nos activités américaines dans un pôle spécifique placé sous le contrôle de la holding Publicis USA Holdings, devant être détenue à 100 % directement par votre Société. Ce regroupement permettra de disposer aux Etats-Unis d'une unité fiscale et opérationnelle et d'optimiser la gestion (fiscale, financière, comptable et administrative) de nos filiales aux Etats-Unis.

Pour réaliser cette restructuration, Publicis Worldwide cèdera préalablement à Publicis SA les participations qu'elle détient dans Publicis USA Holdings et Publicis Hal Riney. Ensuite, Publicis SA apportera à sa filiale Publicis USA Holdings les participations qu'elle possède dans trois sociétés américaines, à savoir Publicis/Bloom, Publicis Hal Riney et True North. Cette opération de restructuration a reçu un avis favorable de la part de l'Administration fiscale française.

Prise de participation

En application de l'article 356 de la loi du 24 juillet 1966, nous vous informons que votre Société a effectué une prise de participation complémentaire de 19 % dans Publicis Conseil, participation antérieurement détenue par Publicis Worldwide, pour un montant de 45 734 705 euros (300 millions de francs), portant ainsi le pourcentage de détention total à 99,6 %.

Distribution de dividendes

Après la très forte augmentation du dividende (+54 %) votée l'année passée, nous vous proposons cette année encore une augmentation significative du dividende (+39 %), conformément aux engagements pris vis-à-vis du marché de progressivement verser un dividende plus important, plus en ligne avec les pratiques habituelles des sociétés cotées et en phase avec la progression de nos résultats.

Ainsi, nous vous proposons de répartir comme suit le résultat net de Publicis SA pour cet exercice, soit 20 710 601 euros (135 852 640 francs) :

	<i>(en euros)</i>	<i>(en francs)</i>
bénéfice de l'exercice 1999	20 710 601	135 852 640
report à nouveau	20 648 220	135 443 447
soit un total distribuable de	41 358 821	271 296 087
<i>dont nous vous proposons l'affectation suivante :</i>		
à la réserve légale	170 661	1 119 463
à la réserve de plus-values à long terme	1 001 890	6 571 970
à la distribution aux actions * (1,70 euro ou 11,15 francs x 9 429 300)	16 029 810	105 148 661
au report à nouveau	24 156 460	158 455 993
Total affecté	41 358 821	271 296 087

* le montant du dividende correspondant aux actions autodétenues à la date de mise en paiement sera affecté au compte "report à nouveau".

Si vous acceptez l'affectation proposée, le dividende net serait de 1,70 euro (11,151269 francs) par action de 25 francs de nominal, assorti d'un avoir fiscal de 0,85 euro (5,5756345 francs).

Il serait mis en paiement le 12 juillet 2000.

Pour satisfaire aux dispositions de l'article 47 de la loi du 12 juillet 1965, nous vous rappelons que les dividendes versés au titre des trois derniers exercices ont été les suivants :

- **exercice 1996** : 0,73 euro par action de 25 francs de nominal, 0,37 euro d'avoir fiscal,
4,80 francs par action de 25 francs de nominal, 2,40 francs d'avoir fiscal,
- **exercice 1997** : 0,79 euro par action de 25 francs de nominal, 0,40 euro d'avoir fiscal.
5,20 francs par action de 25 francs de nominal, 2,60 francs d'avoir fiscal.
- **exercice 1998** : 1,22 euro par action de 25 francs de nominal, 0,61 euro d'avoir fiscal ,
8,00 francs par action de 25 francs de nominal, 4,00 francs d'avoir fiscal,

Actionnariat

Conformément aux dispositions de l'article 356-3 de cette même loi, nous vous indiquons que les actionnaires possédant plus de 5 % du capital de la Société sont la société anonyme Somarel (32,84 %), Elisabeth Badinter (8,24 %) et le fonds de placement Putnam (5,43 %).

Options de souscription d'actions

Nous vous rappelons que vos Assemblées Générales Extraordinaires du 27 novembre 1987 et du 21 juin 1991 ont autorisé l'émission de 616 800 actions de 25 francs de nominal sous forme d'options de souscription, toutes attribuées au cours des exercices antérieurs.

De plus, en conséquence de la fusion-absorption de Publicis Communication par Publicis SA intervenue le 11 décembre 1998, 62 397 options de souscription antérieurement consenties et attribuées par Publicis Communication ont été reprises par Publicis SA et converties en 93 596 nouvelles options de souscription à des actions de Publicis SA.

Les bénéficiaires disposent de ce droit de souscription pendant 10 ans.

Au 31 décembre 1999, il reste à lever au total 79 731 options de souscription d'actions de 25 francs de nominal.

Actions propres

Nous vous informons que Publicis SA a procédé, au cours de l'exercice 1999, à l'acquisition d'actions propres dans le cadre de l'autorisation donnée par l'Assemblée Générale du 25 juin 1998, réitérée par l'Assemblée Générale du 11 décembre 1998 aux fins de mise en conformité avec la loi du 2 juillet 1998.

Ainsi, 311 350 actions Publicis ont été acquises en 1999, au cours moyen de 184,5 euros.

Au 31 décembre 1999, le nombre d'actions propres de 25 francs de nominal en portefeuille s'élève à 418 192 pour un prix de revient global de 70 713 140 euros (463 847 794 francs), ce qui représente 4,44 % du capital de Publicis SA.

A titre d'information, la plus-value latente que recèlent ces titres, sur la base du cours moyen de février 2000, atteint 138 millions d'euros (908 millions de francs).

L'autorisation visée ci-dessus d'une durée de 18 mois prenant fin lors de la présente Assemblée, nous vous proposons de bien vouloir autoriser le Directoire, dans le cadre d'un nouveau programme, à acheter des actions de la Société pendant une nouvelle durée de 18 mois et dans la limite maximale de 10 % (en ce compris les actions déjà acquises) du nombre total des actions composant le capital social, le Directoire étant autorisé à modifier les conditions de ce nouveau programme en cas d'évolution de la législation ou de la doctrine de la COB. Les objectifs de ce rachat pourront être par ordre de priorité les suivants :

- l'intervention sur le marché aux fins de régularisation du cours de bourse ;
- l'attribution aux salariés de la Société dans le cadre de la participation aux fruits de l'expansion de l'entreprise ou en cas de levée d'options d'achat ou encore dans le cadre d'un plan d'actionnariat ou d'un plan d'épargne entreprise ;
- le transfert des actions, par quelque moyen que ce soit, et notamment en vue de prise de participations ou d'intérêts dans d'autres sociétés ;
- la conservation par l'entreprise ;
- l'annulation éventuelle des actions par voie de réduction de capital, afin d'optimiser le résultat par action.

Emission d'actions nouvelles ou d'instruments financiers

L'autorisation d'augmentation de capital par émission d'actions ou d'instruments financiers donnée par votre Assemblée Générale Extraordinaire de décembre 1993 est venue à expiration. Nous vous demandons de bien vouloir autoriser le Directoire à procéder pour une nouvelle période de cinq ans à l'émission d'actions nouvelles ou d'instruments financiers d'un montant nominal maximum de 20 millions d'euros.

Gouvernement d'entreprise

Nous vous informons que votre Conseil de Surveillance a décidé de constituer deux comités pour améliorer encore le gouvernement d'entreprise au sein de votre Groupe.

Le premier, le Comité de Nomination et de Rémunération aura pour rôle principal de proposer la nomination et la rémunération des mandataires sociaux de votre Société et de ses principales filiales.

Le second, le Comité d'Audit aura pour rôle de superviser l'organisation et la réalisation de l'audit du Groupe dans le but de s'assurer de la régularité et de la sincérité des comptes, de la qualité des procédures financières ainsi que de la mise en œuvre des recommandations faites par les auditeurs externes. Il approuvera les budgets consacrés à l'audit externe du Groupe.

Ces deux comités commenceront leurs travaux au cours de l'exercice 2000.

Objet des résolutions

Nous vous demandons, avec l'approbation des comptes annuels de l'exercice 1999 et des opérations résumées dans les rapports du Directoire, du Conseil de Surveillance et des Commissaires aux Comptes :

- d'affecter le résultat de l'exercice 1999 ;
- de donner quitus aux membres du Directoire pour leur gestion au cours de l'année 1999 ;
- de donner quitus aux membres du Conseil de Surveillance pour l'exécution de leur mandat au titre de l'exercice 1999 ;
- de fixer le montant des jetons de présence à allouer au Conseil de Surveillance pour l'exercice 1999 ;
- de délibérer en application de l'article 143 de la loi du 24 juillet 1966 ;
- de ratifier la nomination d'un membre du Conseil de Surveillance ;
- de renouveler le mandat de deux membres du Conseil de Surveillance ;
- d'autoriser le Directoire à procéder à l'émission d'obligations, subordonnées ou non, assorties ou non de bons de souscription d'obligations, échangeables ou non contre des titres déjà émis ;
- d'autoriser le rachat par la Société de ses propres actions ;
- d'autoriser le Directoire à augmenter le capital social par émission d'actions, de valeurs mobilières diverses ou de bons avec maintien du droit préférentiel de souscription.

Tel est l'objet des résolutions soumises à votre approbation.

Perspectives 2000

Dans une conjoncture économique mondiale favorable, le niveau des investissements publicitaires croît de façon sensible, poussés aussi par l'arrivée de nouveaux annonceurs et de nouveaux secteurs : téléphonie, dot.com, beauté, finance...

Dans ce contexte, après une année 1999 excellente, Publicis s'attend à connaître en 2000 une nouvelle expansion forte, grâce au marché mais aussi à sa politique dynamique d'acquisition. La croissance du chiffre d'affaires devrait être supérieure à 20 % et les résultats seront en forte progression. Cette tendance devrait se poursuivre au delà de l'an 2000.

- Rapport du Conseil de Surveillance

Les résultats qui viennent de vous être présentés par le Directoire sont une fois encore excellents.

En 1999, les performances tant en termes d'activité que de résultats sont remarquables et ont atteint un niveau inégalé.

Nous remercions tous les collaborateurs et les dirigeants de Publicis qui, fédérés autour du Président du Directoire, ont bâti ces résultats démontrant ainsi de la justesse de notre stratégie de mondialisation.

Poursuivant ses efforts d'investissement, en vue de renforcer son implantation mondiale, le Groupe Publicis a réalisé de nouvelles acquisitions significatives notamment aux Etats-Unis et offre aujourd'hui de nouveaux services à ses clients en particulier dans le domaine du marketing relationnel et de l'internet. L'accompagnement de nos clients n'est donc pas seulement géographique, il porte désormais sur une palette de services étendus.

Si 1998 fut l'année de la restructuration et de la consolidation du capital, 1999 aura été celle de la valorisation substantielle du cours de bourse dans un contexte porteur pour les valeurs de communication.

Nous apportons tout notre soutien au Directoire et aux équipes dirigeantes et remercions l'ensemble des collaborateurs tant en France qu'à l'étranger pour leurs excellents résultats.

Conformément à l'article 128 de la loi sur les sociétés commerciales, les bilans, les comptes sociaux et consolidés de l'exercice 1999, ainsi que le rapport de gestion du Directoire nous ont été soumis. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur ces documents et nous avons reçu toutes les informations qui nous paraissaient utiles.

En notre qualité de représentants des actionnaires, nous sommes très satisfaits de la proposition faite par le Directoire de porter le dividende unitaire de 1,70 euro (11,15 francs) par action avec un avoir fiscal de 0,85 euro (5,57 francs), soit au total 2,55 euros (16,72 francs), ce qui représente une augmentation de 39 % qui fait suite à la progression de 54 % de l'année passée.

Les mandats de Madame Elisabeth Badinter, Présidente du Conseil de Surveillance et de Monsieur Henri-Calixte Suaudeau, membre de ce Conseil prenant fin à l'issue de la présente Assemblée Générale, nous vous proposerons de les renouveler pour une durée de six années qui expirera à l'issue de l'Assemblée Générale annuelle statuant sur les comptes de l'exercice 2005. En outre, nous vous demanderons de ratifier la cooptation de Monsieur Michel Cicurel, en qualité de membre du Conseil de Surveillance, intervenue le 17 juin 1999, pour la durée restante du mandat de son prédécesseur, soit à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire appelée à statuer sur les comptes de l'exercice 2003.

Enfin, nous avons donné notre assentiment préalable au Directoire sur son projet d'achat en bourse par la Société de ses propres actions dans les termes fixés par la loi du 18 juillet 1998.

Nous vous invitons à approuver les résolutions qui vous sont proposées à la présente Assemblée Générale Mixte, Ordinaire annuelle et Extraordinaire.

16 mars 2000

- Comptes Consolidés du Groupe Publicis

Exercice 1999

- P 18

Bilans consolidés au 31 décembre

- P 20

Comptes de résultat consolidés

- P 22

Tableaux de flux de trésorerie consolidés

- P 23

Tableau récapitulatif des chiffres clés sur 3 ans en francs et en euros

- P 24

Note annexe sur les comptes consolidés

1- Les faits marquants de l'exercice

2- Principes et méthodes de consolidation

3- Principes, règles et méthodes comptables

4- Notes et commentaires sur le bilan consolidé

5- Notes et commentaires sur le compte de résultat consolidé

6- Informations diverses

- P 52

Liste des sociétés consolidées au 31 décembre 1999

- Bilans consolidés au 31 décembre en milliers d'euros

<i>ACTIF</i>	<i>31/12/97</i>	<i>31/12/98</i>	<i>31/12/99</i>
<i>ACTIF IMMOBILISE</i>	<i>254 769</i>	<i>381 950</i>	<i>436 198</i>
Immobilisations incorporelles brutes	116 132	262 554	321 278
Amortissements sur immobilisations incorporelles	(20 897)	(48 202)	(64 924)
Immobilisations corporelles brutes	233 922	264 306	308 117
Amortissements sur immobilisations corporelles	(156 050)	(168 229)	(185 204)
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES NETTES	173 108	310 428	379 267
Titres de participation non consolidés	16 094	45 605	28 735
Titres de participation mis en équivalence	52 702	6 626	6 505
Créances rattachées à des participations	5 440	6 398	6 519
Autres immobilisations financières brutes	9 780	15 145	17 501
Provisions sur immobilisations financières	(2 354)	(2 251)	(2 329)
IMMOBILISATIONS FINANCIERES NETTES	81 661	71 522	56 931
<i>ACTIF CIRCULANT</i>	<i>1 020 148</i>	<i>1 207 714</i>	<i>1 623 034</i>
Stocks et travaux en cours	50 372	50 130	49 417
Fournisseurs, avances et acomptes	15 550	22 450	24 433
Clients et comptes rattachés	556 687	666 882	1 002 050
Autres débiteurs	181 689	208 570	197 985
Disponibilités	215 850	259 682	349 149
<i>COMPTES DE REGULARISATION ACTIF</i>	<i>15 239</i>	<i>13 211</i>	<i>17 780</i>
Total de l'actif	1 290 155	1 602 876	2 077 012
<i>PASSIF</i>	<i>31/12/97</i>	<i>31/12/98</i>	<i>31/12/99</i>
<i>CAPITAUX PROPRES CONSOLIDES</i>	<i>320 923</i>	<i>358 234</i>	<i>396 401</i>
Réserves consolidées, part du Groupe	204 419	266 767	270 949
Résultat consolidé, part du Groupe	35 362	47 400	74 449
CAPITAUX PROPRES	239 781	314 167	345 398
Réserves consolidées, part des minoritaires	59 883	23 878	30 221
Résultat consolidé, part des minoritaires	21 259	20 189	20 782
INTERETS MINORITAIRES	81 142	44 067	51 003
<i>PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES</i>	<i>60 384</i>	<i>66 051</i>	<i>70 076</i>
<i>DETTES A COURT TERME</i>	<i>884 840</i>	<i>1 148 302</i>	<i>1 574 958</i>
Dettes financières hors banques	7 612	42 589	16 486
Banques	116 247	124 333	212 484
Clients, avances et acomptes reçus	43 960	56 384	61 728
Fournisseurs et comptes rattachés	429 735	583 623	869 777
Autres créditeurs	287 287	341 373	414 483
<i>COMPTES DE REGULARISATION PASSIF</i>	<i>24 008</i>	<i>30 289</i>	<i>35 577</i>
Total du passif	1 290 155	1 602 876	2 077 012

- Bilans consolidés au 31 décembre
en milliers de francs

<i>ACTIF</i>	<i>31/12/97</i>	<i>31/12/98</i>	<i>31/12/99</i>
<i>ACTIF IMMOBILISE</i>	<i>1 671 174</i>	<i>2 505 431</i>	<i>2 861 271</i>
Immobilisations incorporelles brutes	761 779	1 722 240	2 107 446
Amortissements sur immobilisations incorporelles	(137 077)	(316 187)	(425 874)
Immobilisations corporelles brutes	1 534 429	1 733 733	2 021 115
Amortissements sur immobilisations corporelles	(1 023 620)	(1 103 511)	(1 214 859)
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES NETTES	1 135 511	2 036 275	2 487 828
Titres de participation non consolidés	105 568	299 152	188 489
Titres de participation mis en équivalence	345 704	43 461	42 670
Créances rattachées à des participations	35 682	41 965	42 762
Autres immobilisations financières brutes	64 153	99 344	114 799
Provisions sur immobilisations financières	(15 444)	(14 766)	(15 277)
IMMOBILISATIONS FINANCIERES NETTES	535 663	469 156	373 443
<i>ACTIF CIRCULANT</i>	<i>6 691 730</i>	<i>7 922 087</i>	<i>10 646 405</i>
Stocks et travaux en cours	330 416	328 834	324 154
Fournisseurs, avances et acomptes	102 000	147 265	160 270
Clients et comptes rattachés	3 651 629	4 374 459	6 573 017
Autres débiteurs	1 191 803	1 368 128	1 298 696
Disponibilités	1 415 882	1 703 401	2 290 267
<i>COMPTES DE REGULARISATION ACTIF</i>	<i>99 960</i>	<i>86 661</i>	<i>116 629</i>
Total de l'actif	8 462 864	10 514 179	13 624 306
<i>PASSIF</i>	<i>31/12/97</i>	<i>31/12/98</i>	<i>31/12/99</i>
<i>CAPITAUX PROPRES CONSOLIDES</i>	<i>2 105 115</i>	<i>2 349 863</i>	<i>2 600 220</i>
Réserves consolidées, part du Groupe	1 340 901	1 749 879	1 777 309
Résultat consolidé, part du Groupe	231 957	310 924	488 353
CAPITAUX PROPRES	1 572 858	2 060 803	2 265 662
Réserves consolidées, part des minoritaires	392 807	156 628	198 237
Résultat consolidé, part des minoritaires	139 450	132 432	136 321
INTERETS MINORITAIRES	532 257	289 060	334 558
<i>PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES</i>	<i>396 095</i>	<i>433 265</i>	<i>459 668</i>
<i>DETTES A COURT TERME</i>	<i>5 804 173</i>	<i>7 532 370</i>	<i>10 331 047</i>
Dettes financières hors banques	49 930	279 367	108 141
Banques	762 530	815 571	1 393 804
Clients, avances et acomptes reçus	288 358	369 852	404 909
Fournisseurs et comptes rattachés	2 818 875	3 828 317	5 705 363
Autres créditeurs	1 884 480	2 239 263	2 718 830
<i>COMPTES DE REGULARISATION PASSIF</i>	<i>157 481</i>	<i>198 681</i>	<i>233 370</i>
Total du passif	8 462 864	10 514 179	13 624 306

- Comptes de résultat consolidés en milliers d'euros

	1997	1998	1999	var. 99/98
Ventes	4 011 311	5 473 019	6 860 311	25%
Achats	(3 348 053)	(4 622 265)	(5 817 988)	
Revenu	663 259	850 754	1 042 323	23%
Charges de personnel	(370 606)	(477 830)	(575 547)	
Charges de fonctionnement	(183 704)	(234 124)	(274 887)	
Total des charges	(554 310)	(711 954)	(850 434)	19%
Autres produits	10 540	16 295	12 293	
Résultat intermédiaire	119 489	155 095	204 182	32%
Dotations aux amortissements	(23 309)	(27 266)	(31 294)	
Provisions pour clients douteux	(4 356)	(5 361)	(4 721)	
Provisions d'exploitation	(5 898)	(7 479)	(11 337)	
Résultat financier	7 571	10 451	9 348	
Résultat courant	93 497	125 439	166 178	32%
Résultat exceptionnel	651	314	(638)	
Impôts sur le résultat	(37 841)	(46 511)	(64 653)	
Résultats des sociétés mises en équivalence	7 483	896	1 684	
RESULTAT NET COURANT TOTAL	63 790	80 138	102 571	28%
Résultat net courant part du Groupe	41 215	57 989	82 495	42%
Résultat extraordinaire	0	0	12 087	
Dont : part du Groupe dans le résultat extraordinaire	0	0	10 994	
Dotations aux amortissements des survaleurs	(7 170)	(12 549)	(19 427)	
Dont : part du Groupe dans la dotation	(5 853)	(10 588)	(19 040)	
RESULTAT NET TOTAL	56 621	67 589	95 231	41%
Résultat net part du Groupe	35 362	47 400	74 449	57%

- Comptes de résultat consolidés
en milliers de francs

	1997	1998	1999	var. 99/98
Ventes	26 312 477	35 900 651	45 000 690	25%
Achats	(21 961 785)	(30 320 071)	(38 163 500)	
Revenu	4 350 692	5 580 580	6 837 191	23%
Charges de personnel	(2 431 016)	(3 134 357)	(3 775 341)	
Charges de fonctionnement	(1 205 022)	(1 535 752)	(1 803 141)	
Total des charges	(3 636 038)	(4 670 109)	(5 578 481)	19%
Autres produits	69 141	106 885	80 637	
Résultat intermédiaire	783 795	1 017 356	1 339 346	32%
Dotations aux amortissements	(152 895)	(178 856)	(205 275)	
Provisions pour clients douteux	(28 573)	(35 166)	(30 968)	
Provisions d'exploitation	(38 689)	(49 061)	(74 366)	
Résultat financier	49 665	68 556	61 319	
Résultat courant	613 303	822 829	1 090 056	32%
Résultat exceptionnel	4 270	2 061	(4 185)	
Impôts sur le résultat	(248 218)	(305 095)	(424 096)	
Résultats des sociétés mises en équivalence	49 083	5 875	11 046	
RESULTAT NET COURANT TOTAL	418 438	525 670	672 822	28%
Résultat net courant part du Groupe	270 350	380 380	541 132	42%
Résultat extraordinaire	0	0	79 286	
Dont : part du Groupe dans le résultat extraordinaire	0	0	72 116	
Dotations aux amortissements des survaleurs	(47 031)	(82 314)	(127 433)	
Dont : part du Groupe dans la dotation	(38 393)	(69 456)	(124 894)	
RESULTAT NET TOTAL	371 407	443 356	624 674	41%
Résultat net part du Groupe	231 957	310 924	488 353	57%

- Tableaux de flux de trésorerie consolidés en milliers d'euros

	1997	1998	1999
I- FLUX DE TRESORERIE LIES A L'ACTIVITE			
Résultat net de l'exercice			
(hors plus values de cession exceptionnelles)	56 621	67 589	83 144
Dotations aux amortissements et provisions à caractère de réserves	30 479	39 815	50 721
CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT	87 099	107 404	133 865
Quote-part de résultat des sociétés mises en équivalence	(7 483)	(896)	(1 684)
Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité	3 813	88 865	45 960
Flux nets de trésorerie liés à l'activité	83 429	195 374	178 141
II- FLUX DE TRESORERIE LIES AUX OPERATIONS D'INVESTISSEMENT			
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	(23 889)	(49 740)	(66 277)
Cessions d'immobilisations corporelles	0	0	9 890
Acquisitions nettes d'immobilisations financières	(9 631)	(1 573)	(3 161)
Dividendes reçus des sociétés mises en équivalence	3 575	2 372	1 539
Acquisitions de filiales	(53 363)	(105 103)	(54 387)
Cessions de filiales	8 896	24 248	3 605
Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement	(74 412)	(129 796)	(108 791)
III- FLUX DE TRESORERIE LIES AUX OPERATIONS DE FINANCEMENT			
Dividendes versés aux actionnaires de la société mère	(5 944)	(6 462)	(10 650)
Dividendes versés aux minoritaires des sociétés intégrées	(12 512)	(11 398)	(13 712)
Augmentation de capital en numéraire	1 321	1 296	13 774
Variation des emprunts	0	0	0
Rachat d'actions propres	0	(13 267)	(57 446)
Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement	(17 134)	(29 832)	(68 034)
I + II + III - VARIATION DE LA TRESORERIE CONSOLIDÉE	(8 117)	35 746	1 316
Trésorerie à l'ouverture	107 720	99 603	135 349
Trésorerie à la clôture	<u>99 603</u>	<u>135 349</u>	<u>136 665</u>
Variation de la trésorerie consolidée	(8 117)	35 746	1 316

- Tableau récapitulatif des chiffres clés sur 3 ans en euros et en francs

	<i>en millions d'euros</i>			<i>en millions de francs</i>		
	1997	1998	1999	1997	1998	1999
Chiffre d'affaires	4 011	5 473	6 860	26 312	35 901	45 001
Revenu	663	851	1 042	4 351	5 581	6 837
EBITDA (1)	110	143	187	722	938	1 227
EBIT (2)	87	115	156	568	756	1 025
Résultat total	57	68	95	371	443	625
Résultat courant part du Groupe avant amortissement des survaleurs	41	58	82	270	380	541
Marge brute d'autofinancement courante	87	107	134	571	705	878
Actif immobilisé	255	382	436	1 671	2 505	2 861
Capitaux propres	321	358	396	2 105	2 350	2 600
Total du bilan	1 290	1 603	2 077	8 463	10 514	13 624

	<i>en euros</i>			<i>en francs</i>		
	1997	1998	1999	1997	1998	1999
Dividende unitaire	0,79	1,22	1,70	5,20	8,00	11,15
Bénéfice net par action (3)	5,1	6,5	10,4	33,2	42,9	68,2
Bénéfice courant par action (3)	5,1	6,5	9,2	33,2	42,9	60,3

(1) Résultat net hors extraordinaire avant résultat financier, impôts sur les bénéfices et amortissements.

(2) Résultat net hors extraordinaire avant résultat financier, impôts sur les bénéfices et amortissements des survaleurs.

(3) Le bénéfice est celui avant amortissement des survaleurs, et le nombre d'actions pris en considération exclut les actions auto-détenues.
Pour 1998, le bénéfice net par action a été déterminé sur des bases comparables à 1999.

- Note annexe sur les comptes consolidés

Arretés au 31 décembre 1999

1 - LES FAITS MARQUANTS DE L'EXERCICE

Mondialisation du Groupe

Dans le cadre de notre stratégie d'implantation mondiale, nous avons procédé en 1999 à plusieurs opérations de croissance externe :

- en Amérique du Nord, avec Burrell Communications, première agence de communication afro-américaine aux Etats-Unis ;
- en Asie, avec Publicis AMA aux Philippines, Publicis Welcomm en Corée, Publicis AD Link à Hong-Kong et en Chine et Publicis Zen en Inde ;
- au Moyen-Orient, avec Publicis Graphics, ainsi qu'AB Data et Super Push en Israël.

Incidence des opérations de restructuration effectuées en 1998 et cessions d'actifs en 1999

La fusion absorption de Publicis Communication par Publicis SA réalisée en décembre 1998, ayant conduit à la prise de contrôle à 100 % de nos activités publicitaires, a entraîné la disparition de la quote-part revenant aux minoritaires dans le résultat (26,3 % du résultat de Publicis Communication pour l'année 1998) à compter du 1^{er} janvier 1999.

Les conséquences sur les réserves consolidées et les intérêts minoritaires dans les capitaux propres pour l'exercice 1999 sont indiquées dans le tableau de variation des capitaux propres consolidés (voir section 4).

Rappelons que True North, qui s'était vu attribuer en contrepartie une participation de 8,83 % dans le capital de Publicis SA, a cédé la totalité de sa participation en juin 1999.

Les cessions d'actifs significatives enregistrées en 1999 sont la cession des murs du Drugstore Matignon, la cession d'un actif immobilier à l'étranger et d'une participation non consolidée.

L'incidence sur le compte de résultat consolidé est montrée distinctement sur la ligne « Résultat extraordinaire ».

2 - PRINCIPES ET METHODES DE CONSOLIDATION

Monnaie de présentation des comptes consolidés

Conformément à ce qui avait été annoncé l'année passée, Publicis a décidé d'arrêter et de publier, à compter du 1^{er} janvier 1999, ses comptes consolidés en euros.

A toutes fins utiles, nous joignons aux documents officiels un bilan et un compte de résultat en francs.

Enfin, pour satisfaire aux recommandations de la Commission des Opérations de Bourse, un tableau de chiffres significatifs établi à la fois en euros et en francs est présenté ci-avant.

Dans l'ensemble des documents financiers et annexes présentés, la reconstitution des données historiques a été faite sur la base de la parité franc-euro fixée au 1^{er} janvier 1999, à savoir 6,55957 francs pour 1 euro.

Règles

La consolidation des comptes du Groupe Publicis au 31 décembre 1999 est établie conformément aux textes législatifs en vigueur en France (loi du 3 janvier 1985 et décret d'application du 17 février 1986) ainsi qu'aux règles édictées par le Conseil National de la Comptabilité et est en harmonie avec les méthodes comptables généralement suivies par les groupes internationaux de publicité.

Périmètre

Toutes les sociétés dans lesquelles Publicis exerce un contrôle sont consolidées suivant la méthode de l'intégration globale.

La notion de contrôle se définit, en priorité, à partir du pourcentage de participation et des droits de vote qui y sont attachés et concerne toutes les sociétés détenues à plus de 50 %.

Les sociétés de régie détenues à 49 % sont consolidées par intégration globale quand Publicis y exerce contractuellement un rôle de contrôle et d'animation commerciale.

Les sociétés dans lesquelles Publicis exerce une influence notable et permanente, présumée dès lors que le pourcentage de détention est au moins égal à 20 %, sont consolidées selon la méthode de la mise en équivalence.

Toutefois les participations et filiales de taille non significative au regard des comptes consolidés ne sont pas consolidées.

Sociétés étrangères

Les comptes des sociétés étrangères sont convertis en utilisant la méthode dite du taux de clôture et sont donc convertis au cours de change du 31 décembre. L'écart de change en résultant sur les capitaux propres des filiales étrangères est inscrit, pour la part revenant au Groupe, dans le poste « Réserves consolidées part du Groupe » et, pour la part des tiers, dans le poste « Intérêts minoritaires ».

Le choix de cette méthode, historique, se justifie par les implantations de Publicis, principalement en Europe et dans des pays à inflation limitée et contrôlée ainsi que par le faible poids de ses immobilisations. L'extension du réseau Publicis dans le monde en 1999 n'a pas été de nature à remettre en cause ce principe, les zones à risque étant encore faiblement représentées (environ 3 % du revenu).

Les principaux taux de change utilisés sont les suivants (devise contre euro) :

	31/12/97	31/12/98	31/12/99	var. 99/98
Dollar US	0,9132	0,8568	0,9954	16,2 %
Dollar canadien	0,6372	0,5534	0,6846	23,7 %
Dollar australien	0,5961	0,5259	0,6484	23,3 %
Livre sterling	1,5123	1,4178	1,6085	13,5 %
Franc suisse	0,6281	0,6220	0,6230	0,2 %
Réal brésilien	0,8187	0,7089	0,5515	(- 22,2) %
Peso philippin	0,0227	0,0220	0,0247	12,4 %
Sheqel israélien	0,2576	0,2058	0,2371	15,2 %

Date d'arrêté

La date d'arrêté des comptes consolidés, comme ceux de la société mère et de la quasi-totalité des sociétés consolidées, est le 31 décembre.

Régie 1, dont l'exercice social se termine le 30 septembre, est consolidée par intégration globale à partir de ses comptes sociaux.

Eliminations inter-groupe

Les comptes réciproques d'actif et de passif ainsi que les opérations internes (charges et produits) entre sociétés consolidées par intégration globale sont éliminés.

Les résultats internes à l'ensemble consolidé (profits inter-groupe significatifs, provisions sur filiales, dividendes inter-sociétés) font également l'objet des éliminations nécessaires.

3 - PRINCIPES, RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES

Méthodes d'évaluation et de présentation

Les méthodes d'évaluation et de présentation retenues pour établir les comptes consolidés et ceux des sociétés comprises dans le périmètre de consolidation de l'exercice 1999 sont demeurées inchangées par rapport à celles de l'exercice précédent.

Etudes et recherches

L'exercice de la profession publicitaire a atteint un très haut niveau technique. Toutes les campagnes, les idées, font l'objet d'études, de recherches et de tests (pré et post tests).

Il existe également des programmes de recherche sur le comportement des consommateurs dans différents domaines.

L'activité d'achat d'espace fait aussi l'objet de très nombreuses recherches et modélisations pour optimiser l'utilisation de l'espace, le choix des médias et la sélection des cibles. Publicis et Optimédia bénéficient d'outils mathématiques informatisés très performants tels qu'Optimix.

Publicis dispose d'un centre de recherches média, le Crédome, ainsi que d'un centre de recherche publicitaire, l'Institute of Context Analysis, qui tous deux sont dotés de produits très sophistiqués.

De nombreux collaborateurs, de formation le plus souvent scientifique, participent à ces progrès et anticipent l'avenir pour dessiner les évolutions des consommateurs et les besoins de nos annonceurs dans le futur.

Une grande partie des frais engendrés par la conception et la réalisation de ces modèles et études concerne des produits à longue durée de vie et pourraient donc faire l'objet d'une activation avec amortissement sur une période à déterminer.

Toutefois, dans un souci de prudence, Publicis considère que ces frais constituent des charges de l'exercice au cours duquel ils sont engagés. Ces importants programmes ne figurent donc pas à l'actif du bilan.

Immobilisations incorporelles

Elles comprennent les écarts de première consolidation (écarts d'évaluation), les fonds de commerce, les droits aux baux et les logiciels.

Écarts de première consolidation

Les écarts de première consolidation représentent la différence entre le prix d'acquisition des titres des sociétés consolidées et la part du Groupe dans leurs situations nettes retraitées selon les principes et méthodes Publicis à la date d'entrée dans le périmètre.

Ces écarts sont analysés pour être affectés soit à des **écarts d'évaluation** qui sont des immobilisations incorporelles identifiables, soit à des **écarts d'acquisition** qui sont des immobilisations incorporelles non identifiables.

Les **écarts d'évaluation** sont déterminés en fonction de critères objectifs vérifiables : parts de marché, titres, enseignes, listes de clients, marques, niveau de revenu, rentabilité et sont donc identifiables.

Tous les écarts de première consolidation (ou survaleurs) existants à ce jour ont été affectés à des immobilisations incorporelles identifiables.

Les survaleurs et fonds de commerce inscrits au bilan sont systématiquement amortis selon les grands principes suivants :

- amortissement immédiat de toutes les petites survaleurs (généralement inférieures à 150 000 euros) ;
- achat d'espace : amortissement sur une période de cinq ans ;
- médias et régies : amortissement sur une période de cinq ans ;
- branche communication : amortissement sur une durée comprise entre dix et quarante ans selon les pays, la taille et les caractéristiques propres de chaque agence.

De plus, pour les survaleurs faisant l'objet d'un amortissement sur une durée longue, il est procédé chaque année, comme par le passé, à l'examen de leur valeur de marché sur la base des paramètres utilisés lors de leur acquisition. Dans le cas où celle-ci devient inférieure de façon durable (plus de trois années) à leur valeur d'acquisition diminuée des amortissements pratiqués, il est constitué une provision pour dépréciation.

Droits aux baux et fonds de commerce

Les droits aux baux figurent au bilan pour leur valeur historique d'acquisition constituée par leur coût de revient lors de leur entrée dans le patrimoine. Ces éléments ne sont pas amortis ; ils sont dépréciés lorsque leur valeur d'utilité est inférieure à leur coût d'acquisition.

Les fonds de commerce locaux, qui ont une nature proche des écarts d'évaluation décrits ci-dessus, ont fait l'objet d'un traitement similaire à celui appliqué aux survaleurs.

Logiciels

Ils comprennent :

- des logiciels à usage interne, évalués à leur coût d'acquisition ;
- des logiciels à usage commercial, principalement exploités par notre filiale informatique, évalués à leur coût de production.

Ils sont amortis sur une durée n'excédant pas trois ans.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur prix de revient. Celui-ci résulte soit de leur valeur d'origine (leur prix d'achat majoré des frais accessoires : frais de transport, d'installation, frais de montage...), soit de leur valeur d'apport (le plus souvent leur valeur nette comptable). Quelques rares biens ont fait l'objet d'une réévaluation légale en application de textes législatifs ; leur montant est peu significatif.

Leur amortissement est calculé selon la méthode qui permet de mieux prendre en compte leur dépréciation économique et les durées d'amortissement des immobilisations corporelles les plus couramment pratiquées sont les suivantes (amortissements linéaires) :

- Constructions : 20 ans
- Agencements des constructions, installations générales : 10 ans
- Panneaux d'affichage : 4-7 ans
- Matériel de bureau, mobilier de bureau : 5-10 ans
- Matériel de transport : 4 ans
- Matériel informatique : 2-4 ans.

Immobilisations produites par l'entreprise

Le Groupe crée, pour ses annonceurs, des produits utilisables sur plusieurs exercices mais ces éléments, dans un souci de prudence, ne sont pas activés.

De même, les marques, fonds de commerce et autres actifs incorporels créés par le Groupe ne sont pas valorisés à l'actif du bilan consolidé.

Crédit-bail

Les actifs acquis par voie de crédit-bail ou de location longue durée ne sont pas immobilisés. Les loyers correspondants figurent dans les charges d'exploitation de l'exercice auquel ils se rapportent. Le montant

des loyers restant à verser et les autres engagements liés à ces contrats figurent dans les engagements hors bilan (« Engagements hors bilan donnés »).

L'immobilisation de ces biens n'aurait pas d'impact significatif sur le bilan consolidé.

Titres de participation non consolidés

Ils concernent des sociétés n'entrant pas dans le périmètre de consolidation (cf. Section 2- Périmètre). Ils font, le cas échéant, l'objet de provisions pour dépréciation quand leur valeur d'usage est inférieure à leur valeur comptable. La valeur d'usage est déterminée selon des critères tels que l'actif net réévalué, la capitalisation du résultat, les cours de bourse, les perspectives du secteur et leur incidence sur l'évolution économique de la société, l'intérêt stratégique de la participation pour le Groupe.

Les provisions éventuelles sont classées dans le poste « Provisions sur immobilisations financières ».

Créances rattachées à des participations

Ce poste comprend les créances à caractère financier détenues par le Groupe sur des sociétés consolidées par mise en équivalence ou non consolidées.

Une provision pour dépréciation est constituée, le cas échéant, lorsqu'existe, en raison de la situation financière des filiales concernées, un risque de non recouvrement. Cette provision figure alors dans le poste « Provisions sur immobilisations financières ».

Stocks et en-cours

Dans ce poste figurent :

- les travaux en cours liés à l'activité publicitaire. Ceux-ci correspondent aux travaux techniques de création et de production (graphique, TV, radio, édition...) facturables au client mais non encore facturés. Ils sont dépréciés lorsque leur valeur de réalisation devient inférieure à leur coût de revient.

Les travaux non facturables ou les coûts engagés pour le gain de nouveaux clients ne sont pas activés.

- les stocks de marchandises de l'activité de distribution (Drugstores). Ils sont valorisés au prix d'achat moyen pondéré et dépréciés lorsque leur valeur de vente devient inférieure à leur prix de revient.

Produits dérivés

Le Groupe n'utilise pas de produits financiers dérivés : il est faiblement exposé aux risques de change et de taux (cf. ci-après) ; sa gestion de trésorerie repose sur le placement des excédents financiers dans des produits liquides, immédiatement disponibles et non spéculatifs.

Indemnités de départ en retraite, de fin de carrière ou assimilées

Sociétés françaises :

La Convention Collective de la Publicité à laquelle Publicis est affilié prévoit que pour tous les collaborateurs les indemnités de fin de carrière sont égales à 1/4 de mois des derniers appointements par année d'ancienneté, cette indemnité étant portée, pour les cadres, à 1/3 de salaire mensuel au-delà de la dixième année de présence. Au-delà de 20 ans d'ancienneté, les collaborateurs bénéficient en sus de « primes de fidélité » de 5 % à 20 %.

Les indemnités de fin de carrière acquises par les collaborateurs âgés de plus de 50 ans figurent, charges sociales incluses, en provisions pour risques et charges. Leur variation annuelle est comptabilisée dans le compte de résultat.

Les indemnités de fin de carrière des collaborateurs de moins de 50 ans ne sont pas provisionnées en raison de la forte rotation du personnel et de la nature de notre métier, la pyramide des âges justifiant cette position, réexaminée régulièrement.

Sociétés étrangères :

Les indemnités de fin de carrière sont provisionnées en fonction des réglementations et législations propres à chaque pays.

Les principales concernent l'Allemagne et l'Italie dont les principes comptables appliqués sont les suivants :

- actualisation par tables de mortalité des droits acquis pour tous les collaborateurs en application de la loi allemande et des conventions avec les syndicats ;
- en Italie, fonds de régulation constitué par les droits acquis capitalisés et réactualisés.

Chiffre d'affaires

- Branche Communication :

Le chiffre d'affaires de cette branche correspond principalement à la vente de production et d'espace publicitaire.

Achat d'espace en France

La loi Sapin, en application depuis le 31 mars 1993, a modifié les règles de fonctionnement de notre profession en imposant le contrat de mandat pour les activités d'achat d'espace. De ce fait les opérations d'achat d'espace effectuées par les mandataires (agences et centrales) pour le compte de leurs clients ne transitent plus par les comptes de Ventes et Achats. Les dettes et créances liées à ces opérations sont enregistrées sous les rubriques « Autres débiteurs » et « Autres créditeurs » du bilan.

Pour pouvoir comparer notre chiffre d'affaires avec celui des exercices précédents et avec celui des acteurs internationaux de notre métier, le chiffre d'affaires média traité par les centrales d'achat d'espace françaises dans le cadre du mandat est repris dans le chiffre d'affaires consolidé ; ceci représente environ 4 % de notre chiffre d'affaires consolidé.

- Branche Médias et Régies :

Le chiffre d'affaires est constitué par la vente d'espace publicitaire des supports dont nous sommes régisseurs ou propriétaires (presse écrite, radio, cinéma, affichage).

- Diversification :

Il s'agit du chiffre d'affaires dégagé par nos activités de distribution, immobilier et prestations de services administratifs.

Revenu

Le revenu (ou marge brute), différence entre le chiffre d'affaires et le coût des achats externes de production et de médias, est la notion couramment utilisée dans notre secteur pour mesurer le niveau réel d'activité. Seul chiffre réellement significatif du volume d'activité d'un groupe publicitaire, il est l'expression de la vraie valeur ajoutée des agences.

Impôts sur les bénéfices

Tous les bénéfices sont taxés selon les réglementations propres aux pays dans lesquels ils sont réalisés.

Tous les impôts dus immédiatement ou à terme sont comptabilisés lors de la réalisation des revenus correspondants.

Les déficits fiscaux reportables et les amortissements réputés différés ne font l'objet d'aucune inscription à l'actif du bilan consolidé et d'aucun retraitement comptable dans le compte de résultat. Cette position de prudence a toujours été adoptée par le Groupe Publicis et elle s'applique aussi bien lors de la constatation que de l'utilisation desdits déficits.

Dans certains pays européens (Grande-Bretagne, Pays-Bas, Allemagne...) nous avons opté pour la constitution d'une unité fiscale réunissant l'ensemble de nos sociétés dans ces pays et permettant de compenser les pertes et les profits des différentes entités.

Les taux moyens d'imposition des bénéfices en 1999 dans les principaux pays où nous sommes implantés sont les suivants :

France	40 %	Italie	50 %
Allemagne (1)	44 % et 56 %	Pays-Bas	35 %
Belgique	41 %	Portugal	41 %
Espagne	35 %	Suisse	30 %
Grande-Bretagne	30 %	Etats-Unis	35 %
Australie	36 %	Canada	35 %

(1) 44 % pour les bénéfices distribués et 56 % pour les bénéfices mis en réserve.

Exposition aux risques de taux

Notre Groupe y est faiblement exposé en raison de sa saine situation de trésorerie. De ce fait le Groupe n'utilise pas pour l'instant d'instruments financiers pour couvrir les risques de taux.

Exposition aux risques de change et risques pays

Les transactions commerciales sont majoritairement effectuées dans les devises locales des pays au sein desquels elles sont réalisées.

Les transactions intra-groupe entre pays sont de faible importance.

Les risques de change y sont donc négligeables et ne font pas l'objet d'opérations de couverture.

En ce qui concerne les risques pays, ceux-ci restent peu significatifs dans l'état actuel de développement et d'exposition du Groupe dans les zones identifiées comme « à risque » (Asie-Pacifique, Amérique Latine). La situation de plusieurs pays où nous sommes implantés s'est d'ailleurs sensiblement améliorée par rapport à l'année précédente.

Néanmoins, par mesure de prudence, la provision constituée fin 1998 pour couvrir les risques pays a été maintenue inchangée au bilan arrêté au 31 décembre 1999.

4 - NOTES ET COMMENTAIRES SUR LE BILAN CONSOLIDÉ

Périmètre de consolidation

La liste des sociétés consolidées au 31 décembre 1999 détaillant les méthodes de consolidation retenues et les pourcentages de participation figure ci-joint.

Immobilisations incorporelles

Les mouvements de l'exercice ont été les suivants :

<i>en milliers d'euros</i>	<i>Valeur brute</i>	<i>Mouvements 1999</i>			<i>Valeur brute</i>
	au 31/12/1998	Acquisitions	Sorties	Change et divers	au 31/12/1999
Ecarts d'évaluation	240 578	75 441	(33 381)	4 977	287 615
Fonds de Commerce	5 473	8 047	(431)	901	13 990
Logiciels-droits aux baux et divers	16 503	3 884	(714)	-	19 673
Total	262 554	87 372	(34 526)	5 878	321 278

Ecarts d'évaluation

Les acquisitions - soit 75 441 000 euros - concernent les changements de périmètre (cf. section 1 - Mondialisation du Groupe).

Les sorties se composent principalement de l'ajustement à la baisse d'un goodwill et de la sortie de sur-valeurs intégralement amorties au 31 décembre 1998.

Fonds de Commerce

Au 31 décembre 1999, les fonds de commerce inclus dans ce poste sont des fonds acquis d'agences de publicité. Ils figurent pour 13 990 000 euros.

Rappelons que les fonds de commerce créés par l'entreprise ne sont pas valorisés à l'actif du bilan.

La valeur nette des immobilisations incorporelles s'élève à :

<i>en milliers d'euros</i>	<i>Valeur brute</i>	<i>Amortissements</i>	<i>Valeur nette</i>
	au 31/12/1999	<i>Cumulés</i>	au 31/12/1999
Ecarts d'évaluation	287 615	(50 979)	236 636
Fonds de Commerce	13 990	(1 804)	12 186
Logiciels-droits aux baux et divers	19 673	(12 141)	7 532
Total	321 278	(64 924)	256 354

Au 31 décembre 1999, le montant des immobilisations incorporelles nettes hors logiciels et droits aux baux, d'un montant de 248 822 000 euros se répartit entre la part du Groupe à hauteur de 244 637 000 euros et celle des intérêts minoritaires pour 4 185 000 euros.

Les montants nets mentionnés ci-dessus ne constituent pas une représentation économique de la valeur des éléments incorporels du Groupe, très largement supérieurs si l'on se réfère à leurs valeurs de marché.

Immobilisations corporelles

Les mouvements d'immobilisations de l'exercice ont été les suivants :

<i>en milliers d'euros</i>	<i>Valeur brute</i>	<i>Mouvements 1999</i>				<i>Valeur brute</i>
	au 31/12/1998	Acquisitions	Cessions	Variations de périmètre	Change et divers	au 31/12/1999
Terrains et constructions	29 919	12 632	(5 430)	3 494	-	40 615
Autres	234 387	40 298	(16 062)	2 170	6 709	267 502
Total	264 306	52 930	(21 492)	5 664	6 709	308 117

La valeur nette des immobilisations corporelles s'élève à :

<i>en milliers d'euros</i>	<i>Valeur brute</i>	<i>Amortissements</i>	<i>Valeur nette</i>
	au 31/12/1999	<i>Cumulés</i>	au 31/12/1999
Terrains et constructions	40 615	(7 000)	33 615
Autres	267 502	(178 204)	89 298
Total	308 117	(185 204)	122 913

Terrains et constructions

Publicis dispose d'un patrimoine immobilier, qui figure au bilan pour une valeur brute de 41 millions d'euros et une valeur nette 34 millions d'euros.

Le principal actif en est l'immeuble du siège social situé au 133 avenue des Champs-Élysées dans un site exceptionnel. Cet immeuble de 7 étages comprend environ 12 000 m² de bureaux, essentiellement occupés par les sociétés du Groupe et 1500 m² de surfaces commerciales, occupées par le Drugstore des Champs-Élysées ainsi que deux salles de cinéma ouvertes au public.

La société mère est par ailleurs propriétaire de quatre étages (dont un acquis en début d'année 1999) de l'immeuble occupé par Métrobus au 15 rue du Dôme à Boulogne. Nous sommes également titulaires d'un contrat de crédit-bail, à échéance 2007, pour les deux autres étages de l'immeuble.

A l'étranger, nos agences sont propriétaires de locaux à Bruxelles, Amsterdam et Lisbonne d'une surface totale d'environ 6 000 m² dans des quartiers situés en centre ville.

Autres immobilisations corporelles

Parmi les autres immobilisations corporelles figurent d'importants équipements informatiques dédiés à la création et à la production publicitaire, à la gestion de l'achat d'espace et aux travaux administratifs. La

plupart des agences disposent aujourd'hui d'un important parc de micro-ordinateurs fonctionnant en réseau. Publicis Technology, filiale informatique et de communication électronique du Groupe, possède également de nombreux équipements tant dans le domaine de l'informatique traditionnelle que dans celui des nouveaux médias et des nouvelles technologies.

Les immobilisations corporelles brutes comprennent à hauteur de 49 millions d'euros les panneaux et le mobilier urbain des sociétés d'affichage, principalement Publex aux Pays-Bas et Métrobus, régisseur publicitaire de transports en commun.

Ces matériels sont amortis sur une durée maximum de sept ans.

Titres de participation non consolidés

Ils sont constitués par les titres de sociétés dans lesquelles Publicis n'a pas d'influence notable ou de faible valeur.

Les titres non consolidés figurent au bilan pour un montant brut de 28 735 000 euros et sont provisionnés dans le poste « Provisions sur immobilisations financières » à hauteur de 1 588 000 euros, soit un montant net de 27 146 000 euros contre un montant net de 44 129 000 euros au 31 décembre 1998.

Ce montant est constitué, à hauteur de 20 480 000 euros, par notre participation d'environ 10% dans True North.

Sur la base d'un cours moyen en février 2000 de 42 dollars, la plus-value latente sur ces titres ressort à 180 millions d'euros.

La baisse de 16 983 000 euros s'explique principalement par la consolidation de certaines participations acquises en toute fin d'année 1998.

Titres de participation mis en équivalence

<i>en milliers d'euros</i>	<i>Valeur au bilan</i>		
	1997	1998	1999
True North Communications (1)	22 344	-	-
Giraudy (29,35 %)	24 248	-	-
Autres	6 111	6 626	6 505
Total	52 702	6 626	6 505

(1) déconsolidée en 1998, après que notre pourcentage de participation eût été ramené à environ 10 %.

Autres immobilisations financières

Dans ce poste, d'un montant de 17 501 000 euros contre 15 145 000 euros au 31 décembre 1998, figurent principalement les sommes versées à des tiers à titre de garantie ou de cautionnement (essentielle-

ment des dépôts de garantie dans le cadre des locations immobilières) et les prêts consentis par les sociétés du Groupe (prêts à la construction et autres).

Stocks et travaux en cours

<i>en milliers d'euros</i>	<i>Valeur au bilan</i>		
	1997	1998	1999
Stocks de marchandises de l'activité "distribution-restauration" (Drugstores)	2 221	2 560	1 299
Pièces détachées et matériels des sociétés d'affichage	3 036	3 296	4 236
En-cours de production publicitaire et divers	45 115	44 274	43 882
Total	50 372	50 130	49 417

Fournisseurs-avances et acomptes versés

D'un montant de 24 433 000 euros contre 22 450 000 euros au 31 décembre 1998, ce compte enregistre les avances et acomptes versés par le Groupe aux fournisseurs :

- avant tout commencement d'exécution des commandes (avances) ;
- sur justification d'exécution partielle des commandes (acomptes).

Clients et comptes rattachés

Ils sont inscrits à l'actif consolidé pour un montant net de provisions de 1 002 050 000 euros contre 666 882 000 euros au 31 décembre 1998.

Dans ce poste figurent toutes les créances liées au cycle d'exploitation ainsi que les effets à recevoir et les factures à établir se rattachant à l'exploitation de l'exercice. Ces créances sont toutes réputées à court terme. Les créances liées aux opérations d'achat d'espace en France, du fait des spécificités de ce secteur, sont enregistrées en « Autres débiteurs ».

La durée moyenne du crédit client s'élève à 37 jours en 1999 contre 33 jours en 1998.

Autres débiteurs

D'un montant de 197 985 000 euros contre 208 570 000 euros au 31 décembre 1998, ce poste comprend les sommes dues par les annonceurs aux centrales d'achat d'espace et agences de publicité françaises pour les achats effectués dans le cadre du mandat imposé par la loi Sapin ainsi que les créances fiscales, sociales et diverses.

Trésorerie

La trésorerie comprend principalement les disponibilités bancaires et les valeurs mobilières de placement. Les excédents de trésorerie à court terme sont investis dans des valeurs liquides (SICAV-FCP ou instruments du même type) immédiatement disponibles.

Notre Groupe est composé d'entités légales distinctes et ressortant de droits locaux et d'actionnariats différents et il n'est par conséquent pas possible d'opérer de compensation comptable - ni à l'intérieur d'un pays, ni dans les structures légales entre elles - entre les soldes débiteurs (disponibilités à l'actif) et créditeurs (banques créditrices au passif) de banque. Bien évidemment, dans un certain nombre de cas, nous pratiquons une politique de gestion de trésorerie centralisée par financement des besoins de certaines de nos filiales avec les excédents des autres, tout en respectant des conditions de marché pour assurer la rémunération desdites opérations.

La trésorerie nette disponible du Groupe Publicis au 31 décembre 1999 est la suivante (en euros) :

Disponibilités	349 149 000
Banques créditrices	(212 484 000)
Trésorerie nette	<u>136 665 000</u>

Cette position de trésorerie peut être considérée comme représentative de la trésorerie moyenne nette disponible, les variations saisonnières étant assez faibles.

Comptes de régularisation actif

D'un montant de 17 780 000 euros (contre 13 211 000 euros en 1998), ce poste comprend principalement les charges à répartir sur plusieurs exercices et les charges constatées d'avance.

Y figurent également les écarts de conversion dégagés par les filiales correspondant aux pertes potentielles de change existant à la clôture sur les dettes et créances libellées en monnaies étrangères. Les pertes potentielles sont provisionnées dans les provisions pour risques et charges.

Capitaux propres et réserves

La variation de la situation nette du Groupe et des intérêts hors-Groupe entre le 31 décembre 1998 et le 31 décembre 1999 avant résultat 1999 s'établit ainsi :

<i>en milliers d'euros</i>	<i>Total</i>	<i>Part du Groupe</i>	<i>Hors Groupe</i>
Situation nette au 31 décembre 1998 avant neutralisation des actions propres	303 912	280 034	23 878
Résultat 1998	67 589	47 400	20 189
Situation nette théorique au 31 décembre 1999 avant neutralisation des actions propres	371 501	327 434	44 067
Opérations 1999 affectant la situation nette (hors incidence des actions propres rachetées):			
- Incidence de la fusion Publicis Communication/Publicis SA	-	6020	(6 020)
- Augmentation de capital (et prime) de Publicis SA suite aux levées d'options	13 774	13 774	-
- Distributions de dividendes par la société mère	(10 650)	(10 650)	-
- Distributions de dividendes par les filiales aux minoritaires	(13 190)	-	(13 190)
- Ecart de conversion	7 219	5 598	1 621
- Différences de périmètre et divers	3 229	(514)	3 743
Situation nette au 31 décembre 1999 avant résultat de l'exercice 1999 et avant neutralisation des actions propres	371 883	341 662	30 221
Neutralisation des actions propres :			
- existantes au 31 décembre 1998	(13 267)	(13 267)	-
- rachetées au cours de l'exercice 1999	(57 446)	(57 446)	-
Situation nette au 31 décembre 1999 avant résultat de l'exercice 1999 et après neutralisation des actions propres	301 170	270 949	30 221

Incidence de l'absorption de Publicis Communication par Publicis SA

La quote-part de résultat des anciennes filiales de Publicis Communication attribuée en 1998 aux minoritaires est désormais intégrée aux capitaux propres part du Groupe, Publicis SA ayant alors, du fait de la fusion, un pourcentage de détention directe de 100 % dans ces filiales.

Neutralisation des actions propres rachetées

Dans le cadre de l'autorisation donnée par l'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires du 25 juin 1998, réitérée par l'AGE du 11 décembre 1998, Publicis SA a procédé au cours de l'année 1999 au rachat de 311 350 de ses propres actions pour un montant de 57 445 447 euros.

A titre indicatif, la valeur de marché de l'ensemble des actions propres détenues au 31 décembre 1999 (418 192 titres) s'élève, sur la base du cours moyen de février 2000 (soit 500 euros), à 209 millions d'euros.

En application des recommandations du Conseil National de la Comptabilité, ces actions ont été neutralisées en consolidation par imputation sur les capitaux propres.

Ecarts de conversion

Comme mentionné section 2- Sociétés étrangères, les écarts de change constatés d'un exercice à l'autre lors de la conversion des comptes des filiales étrangères sont enregistrés en situation nette et éclatés, en fonction des pourcentages de détention, en « Part du Groupe » et « Intérêts Minoritaires ».

Les principaux écarts de conversion enregistrés en 1999 sont liés à la hausse des cours du dollar (+ 16 %), de la livre sterling (+ 13 %), du dollar canadien (+ 24 %), du dollar australien (+ 23 %), du won coréen (+ 23 %) et à la baisse du réal brésilien (- 22 %).

Provisions pour risques et charges

Elles s'élèvent à 70 076 000 euros au 31 décembre 1999 contre 66 051 000 euros l'exercice précédent, soit une augmentation de 4 025 000 euros.

Les provisions pour risques et charges sont destinées de par leur nature intrinsèque à couvrir des risques et des charges engendrés par l'exploitation de nos affaires. Ces provisions ne peuvent donc le plus souvent faire l'objet de chiffrages très précis.

La politique du Groupe Publicis dans la constitution de ces provisions fait preuve d'un grand conservatisme et d'une grande prudence dans l'évaluation des risques. D'une manière générale, les dotations annuelles aux provisions pour risques et charges font l'objet de déductions fiscales dans les pays où elles sont constituées. Toutefois, certaines d'entre elles ne sont pas déductibles par nature et pour d'autres, Publicis, dans un souci de prudence et pour éviter toute contestation des administrations fiscales locales, considère qu'elles ne doivent pas être déduites du bénéfice imposable.

Au 31 décembre 1999, plus des deux tiers des provisions pour risques et charges n'ont pas fait l'objet d'une déduction fiscale et sont donc libres d'impôt. Ces provisions pour risques et charges peuvent donc être considérées comme des ressources à long terme.

Provisions pour indemnités de départ en retraite et de fin de carrière

Principale composante des provisions pour risques et charges, ce poste s'élève à 25 422 000 euros au 31 décembre 1999 contre 23 022 000 euros l'année dernière.

Les principes de fonctionnement de ces provisions ont été décrits section 3- Indemnités de départ en retraite, de fin de carrière ou assimilées.

Les provisions constituées à l'étranger sont comprises dans le solde à hauteur de 14 447 000 euros et concernent essentiellement l'Allemagne et l'Italie.

Provisions pour litiges, risques généraux et clients

Elles figurent dans les provisions pour risques et charges pour un montant total de 25 679 000 euros contre 22 489 000 euros au 31 décembre 1998.

Autres provisions

Elles comprennent les provisions pour grosses réparations, frais informatiques et de déménagement, charges de personnel, impôts, risques financiers, risques divers et s'élèvent à 18 975 000 euros en 1999 contre 20 540 000 euros l'année précédente.

Dettes financières hors banques

Leur montant s'élève à 16 486 000 euros au 31 décembre 1999 contre 42 589 000 euros l'année précédente.

Ce poste comprend principalement les dettes envers les anciens actionnaires de filiales nouvellement consolidées et les compléments de prix à verser ; y figurent également des dépôts de garantie reçus.

Clients, avances et acomptes reçus

D'un montant de 61 728 000 euros contre 56 384 000 euros l'année précédente, ce compte enregistre les sommes reçues des clients, une fois la vente conclue, en tant que à valoir sur le prix stipulé au contrat. On distingue :

- les avances, versées avant tout commencement d'exécution du contrat ;
- les acomptes, versés sur justification d'exécution partielle.

Fournisseurs et comptes rattachés

Le poste s'élève à 869 777 000 euros au 31 décembre 1999 contre 583 623 000 euros en 1998.

Il comprend toutes les dettes d'exploitation (y compris les effets à payer et factures à recevoir) liées à l'acquisition de biens et services, à l'exception de celles relatives aux opérations d'achat d'espace en France, effectuées dans le cadre de la loi Sapin (classées en « Autres créditeurs »).

Le crédit moyen fournisseur s'élève à 37 jours en 1999 contre 34 jours en 1998.

Autres créditeurs

Leur montant est de 414 483 000 euros au 31 décembre 1999 contre 341 373 000 euros en 1998.

Les sommes dues aux supports en France par les centrales d'achat d'espace dans le cadre des contrats de mandat imposés par la loi Sapin figurent en « Autres créditeurs » (cf. section 3- Chiffre d'affaires).

Ce poste enregistre également les dettes à l'égard du personnel, des organismes sociaux, de l'Etat et des autres tiers.

Comptes de régularisation passif

Ils comprennent les produits constatés d'avance et les écarts de conversion passif et s'élèvent à 35 577 000 euros au 31 décembre 1999 contre 30 289 000 euros en 1998.

Indicateurs et ratios financiers

	1997	1998	1999
Taux de couverture des immobilisations par les capitaux propres	1,26	0,94	0,91
Immobilisations / Total du bilan	20 %	24 %	21 %
Capitaux propres / Total du bilan	25 %	22 %	19 %
Situation nette part du Groupe (en euros) :			
- avant déduction des écarts d'évaluation et fonds de commerce	239 781 000	314 167 000	345 398 000
- après déduction des écarts d'évaluation et fonds de commerce	160 226 204	108 587 453	100 761 000
Endettement / capitaux propres			la trésorerie nette du Groupe est positive

5 - NOTES ET COMMENTAIRES SUR LE COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ

Répartition du chiffre d'affaires, du revenu et du résultat

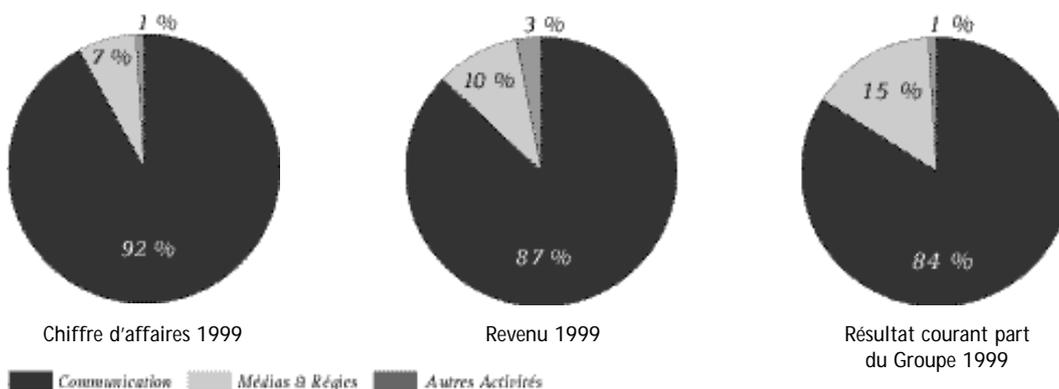
Le chiffre d'affaires consolidé de 1999 est en augmentation de 25 %, à 6,8 milliards d'euros. Cette forte augmentation est le reflet de l'expansion mondiale du Groupe. Le revenu et le résultat net courant avant amortissement des survaleurs augmentent respectivement de 23 et 42%.

A périmètre et taux constants, la progression du chiffre d'affaires est de 12 % et celle du revenu sensiblement équivalente.

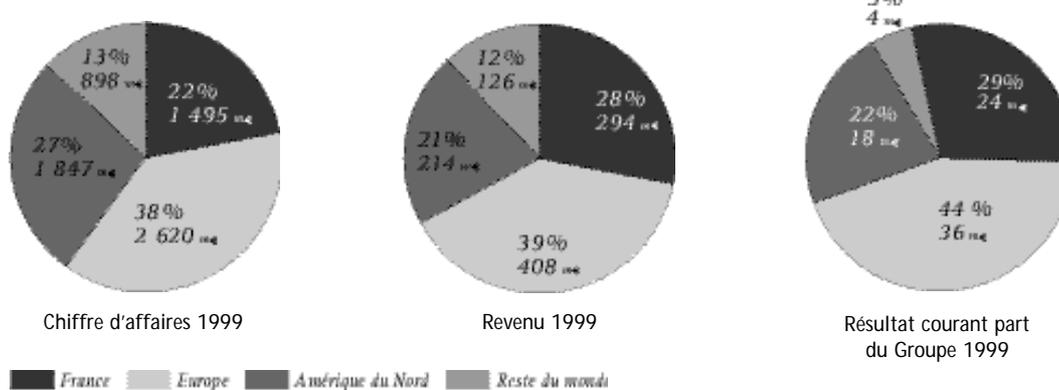
Sur ces mêmes bases, le résultat courant part du Groupe avant survaleurs augmente d'environ 19 %.

Les différences de poids respectifs des branches ou zones géographiques entre le chiffre d'affaires et le revenu s'expliquent par de fortes disparités dans le taux de revenu, qui peut varier de façon significative selon les métiers et les pays.

Par branche d'activité



Par zone géographique



Détail du chiffre d'affaires par pays :

	<i>Chiffre d'affaires en millions d'euros</i>	<i>% du CA consolidé</i>	<i>% cumulé</i>
Etats-Unis	1 623	24 %	24 %
France	1 495	22 %	45 %
Allemagne	847	12 %	58 %
Grande-Bretagne	506	7 %	65 %
Pays-Bas	288	4 %	69 %
Espagne	234	3 %	73 %
Canada	225	3 %	76 %
Italie	189	3 %	79 %
Australie	177	3 %	81 %
Suisse	154	2 %	84 %
Brésil	94	1 %	85 %
Corée	92	1 %	86 %
Autres	936	14 %	100 %
CA total consolidé	6 860	100 %	

Evolution et répartition des effectifs

	<i>1997</i>	<i>1998</i>	<i>1999</i>
Par zone géographique			
France	2 906	2 862	2 922
Europe	2 817	3 119	3 480
Amérique du Nord	518	1 363	1 628
Reste du monde	1 122	1 365	2 332
Par branche d'activité			
Communication	6 045	7 342	9 167
Médias & Régies	786	784	813
Diversification	532	583	382
Total	7 363	8 709	10 362

Répartition par fonction

Commercial	45 %
Création	20 %
Administration/Gestion	20 %
Production	10 %
Médias/Recherches	5 %
Total	100 %

Charges de personnel

Elles s'élèvent à 575 547 000 euros en 1999 contre 477 830 000 euros en 1998 et comprennent l'ensemble des charges liées aux rémunérations, à savoir :

- les rémunérations du personnel (salaires, appointements, commissions, primes, bonus, intéressements et congés payés) ;
- les charges sociales et de prévoyance ;
- la participation des salariés aux résultats.

Les charges fiscales assises sur les salaires figurent en charges de fonctionnement.

Charges de fonctionnement

Ce poste, d'un montant de 274 887 000 euros contre 234 124 000 euros l'année précédente, regroupe toutes les charges externes autres que les achats.

On distingue principalement :

- les loyers, charges locatives et de copropriété ;
- les fournitures, imprimés de bureau, achats non stockés de matières et fournitures ;
- les frais informatiques (prestations extérieures de sous-traitance ou à façon) ;
- les honoraires, commissions et courtages ;
- les études et recherches (cf. section 3- Etudes et recherches) ;
- les primes d'assurance ;
- les frais de publicité et de relations publiques qui ont pour objet la promotion commerciale des sociétés (actions publicitaires - catalogues et imprimés - congrès - séminaires - primes et objets publicitaires - cadeaux à la clientèle) ;
- les frais de transport, missions-réceptions ;
- les frais postaux et services bancaires ;
- les frais divers de gestion courante (redevances, jetons de présence, pertes sur créances irrécouvrables, dons et libéralités...) ;
- les impôts (à l'exception des impôts sur les bénéfices), taxes et versements assimilés, comprenant principalement les taxes assises sur les salaires et les autres contributions fiscales ;
- les autres charges de gestion courante.

Dotations aux amortissements

Ce poste, qui s'élève à 31 294 000 euros contre 27 266 000 euros en 1998, comprend les dotations aux amortissements à caractère d'exploitation.

Les dotations à caractère exceptionnel correspondant à des dépréciations définitives ainsi que les amortissements dérogatoires sont inscrits le cas échéant au niveau du résultat exceptionnel. Les dotations aux amortissements des fonds de commerce et survaleurs sont présentées sur une ligne spéciale du compte de

résultat (cf. ci-après « Dotation aux amortissements des survaleurs »).

Les dotations aux amortissements résultent des plans d'amortissement retenus pour chaque catégorie de biens amortissables décrits dans la section 3- Immobilisations incorporelles et corporelles.

La dotation de l'exercice peut être éclatée en :

- amortissements des immobilisations corporelles : 29 millions d'euros ;
- amortissements des autres immobilisations incorporelles (hors survaleurs) et charges à répartir : 2 millions d'euros.

Provisions d'exploitation

D'un montant de 11 337 000 euros contre 7 479 000 euros en 1998, cette rubrique enregistre les dotations aux provisions pour dépréciation d'actif (hors celles relatives aux clients qui figurent en « Provisions pour clients douteux », ainsi que les dotations aux provisions pour risques et charges à caractère d'exploitation.

Résultat financier

Ce poste correspond au solde des charges et produits financiers, après élimination des dividendes versés par les filiales consolidées à leur société-mère, soit 9 348 000 euros pour 1999 contre 10 451 000 euros en 1998.

Résultat exceptionnel

Le résultat exceptionnel se solde en 1999 par une perte de 638 000 euros contre un gain de 314 000 euros l'année précédente.

Tous les montants indiqués sous cette rubrique correspondent à des charges ou à des produits exceptionnels déterminés en application des règles du Plan comptable français. Sont notamment compris dans cette rubrique :

- les charges et produits exceptionnels sur opérations de gestion (pénalités, amendes, dons, créances irrécouvrables, subventions...) ;
- les charges et produits exceptionnels sur opérations en capital (cession des éléments d'actif) ;
- les dotations et reprises d'amortissements et de provisions exceptionnels (sur immobilisations, provisions réglementées et amortissements dérogatoires, provisions pour risques et charges exceptionnels...).

Il faut toutefois souligner que cette rubrique n'enregistre que les montants exceptionnels par leur nature ou leur montant, mais n'inclut pas les dépenses d'exploitation à caractère exceptionnel. Ainsi tous les frais de personnel et toutes les charges d'exploitation à caractère exceptionnel générés lors de fusions d'agences ou de leur déplacement géographique continuent d'être comptabilisés en charges d'exploitation.

Impôts sur les sociétés et sur les bénéfices

Ces impôts sont comptabilisés selon les modalités décrites dans la section 3- Impôts sur les sociétés et sur les bénéfices et s'élèvent à 71 741 000 euros en 1999 (dont 64 653 000 euros sur le résultat courant) contre 46 511 000 euros en 1998.

Conformément à nos principes de prudence, aucun déficit reportable n'est activé en consolidation, même s'il présente une forte probabilité de récupération ultérieure.

Le taux moyen d'impôt sur les sociétés (appliqué au résultat courant) ressort à 39 %, contre 37 % en 1998.

Le montant des impôts sur le résultat hors éléments extraordinaires payés en France s'élève à 22194000 euros (y compris les deux suppléments d'IS de 10 %) et ceux payés à l'étranger à 42 459 000 euros.

Résultat extraordinaire

Le résultat extraordinaire de l'exercice 1999 représente la plus-value exceptionnelle nette d'impôt relative à la cession d'immobilisations corporelles et financières, pour un montant brut de 19 175 000 euros, duquel a été retranché l'impôt correspondant de 7 088 000 euros, soit un résultat total net de 12 087000 euros, dont 10 994 000 euros pour la part du Groupe.

Résultats des sociétés mises en équivalence

<i>en milliers d'euros</i>	<i>Quote-part de résultat</i>		
	1997	1998	1999
True North Communications (18,5 %)	5 073	-	-
Giraudy (29,35 %)	1 440	-	-
Autres	970	896	1 684
Total	7 483	896	1 684

Résultat total et résultat part du Groupe avant amortissements des survaleurs et résultat extraordinaire

<i>em millions d'euros</i>	<i>1997</i>		<i>1998</i>		<i>1999</i>	
	Résultat total	Résultat part du Groupe Publicis SA	Résultat total	Résultat part du Groupe Publicis SA	Résultat total	Résultat part du Groupe Publicis SA
Communication	48	31	59	42	81	69
Médias & régies	18	12	17	9	20	12
Diversification	(0)	(0)	(1)	(1)	(1)	(1)
Holding	(2)	(2)	7	7	3	3
Retraitements	0	0	(1)	1	(1)	0
	64	41	80	58	103	82

Le résultat net total avant amortissement des survaleurs et prise en compte des éléments extraordinaires ressort à 102 571 000 euros, dont 82 495 000 euros pour la part du Groupe contre 80 138 000 euros, dont 57 989 000 euros pour 1998.

Dotation aux amortissements des survaleurs

La dotation aux amortissements des survaleurs et fonds de commerce de 12 549 000 euros en 1998 s'est trouvée portée à 19 427 000 euros en 1999, du fait notamment de la constatation d'un amortissement exceptionnel de 4 215 000 euros relatif à l'une de nos filiales anglaises. La part du Groupe dans la dotation ressort à 19 040 000 euros contre 10 588 000 en 1998.

La dotation aux amortissements des survaleurs se décompose comme suit par branches :

- Communication 18 926 000 euros (part Groupe 18 539 000) ;
- Médias & Régies 199 000 euros (part Groupe 199 000) ;
- Diversification & Holding 302 000 euros (part Groupe 302 000).

Résultat net total et résultat net part du Groupe

Après prise en compte de l'amortissement des survaleurs et des éléments extraordinaires, le résultat net total ressort à 95 231 000 euros et la part du Groupe à 74 449 000 euros contre respectivement 67 591 000 euros et 47 401 000 euros pour 1998 et se décompose comme suit par branche :

	1997		1998		1999	
	Résultat Total	Résultat part du Groupe Publicis SA	Résultat Total	Résultat part du Groupe Publicis SA	Résultat Total	Résultat part du Groupe Publicis SA
Communication	42	26	47	32	64	52
Médias & régies	18	12	16	9	23	14
Diversification	(0)	(0)	(1)	(1)	(1)	(1)
Holding	(3)	(3)	7	7	10	10
Retraitements	(1)	0	(1)	1	(1)	(1)
	57	35	68	47	95	74

Indicateurs et ratios financiers

	1997	1998	1999
Frais de personnel / Revenu	55,9 %	56,2 %	55,2 %
Frais de fonctionnement / Revenu	27,7 %	27,5 %	26,4 %
Résultat net consolidé (hors plus-value de cession)	56 621	67 589	83 144
Dotations aux amortissements	30 479	39 815	50 721
Marge brute d'autofinancement courante	87 099	107 404	133 865
<i>Marge brute d'autofinancement / Revenu</i>	<i>13,1 %</i>	<i>12,6 %</i>	<i>12,8 %</i>
Résultat (hors extraordinaire) avant amortissements, résultat financier et impôts : EBITDA	109 886	142 570	187 484
Résultat (hors extraordinaire) avant résultat financier, impôts et amortissement des survaleurs : EBIT	86 577	115 304	156 190
EBITDA / Revenu	16,6 %	16,8 %	18,0 %
EBIT / Revenu	13,1 %	13,6 %	15,0 %

6 - INFORMATIONS DIVERSES

Événements postérieurs à la clôture

La décision du Tribunal Arbitral dans la procédure qu'avait engagé True North dans le but de contester les modalités de la fusion de Publicis Communication avec Publicis SA a été rendue en février 2000.

Par cette décision True North a été débouté de la totalité de ses demandes et notamment celle de dommages (qui s'élevait à plus de 100 millions de US\$), alors que de son côté, Publicis obtenait satisfaction sur certaines de ses demandes reconventionnelles.

Sûretés et engagements

en milliers d'euros	Engagements donnés			Engagements reçus		
	1997	1998	1999	1997	1998	1999
Effets escomptés non échus	481	351	720	-	-	-
Avals et cautions	2 331	4 240	2 687	5 360	11 408	12 377
Engagements en matière de crédit bail (1)	10 758	9 552	8 358	-	-	-
Divers	507	617	4 477	1 734	1 731	2 477
Total	14 078	14 759	16 242	7 094	13 140	14 854

(1) Dont crédit-bail immobilier 7 684 000 euros en 1999 (8 649 000 euros en 1998).

Le principal contrat de crédit-bail immobilier est lié à l'acquisition sur 15 ans de deux étages à usage de bureaux, d'une superficie de 1500 m², dans un immeuble situé 15 rue du Dôme à Boulogne et dont les quatre autres étages sont déjà la propriété de Publicis SA.

Rémunération des organes de direction et d'administration

Les rémunérations versées aux membres du Conseil de Surveillance et aux membres du Directoire au cours de l'exercice 1999 se sont élevées respectivement à 183 000 euros et à 1 287 000 euros.

Plans d'options de souscription d'actions

Les Assemblées Générales Extraordinaires de Publicis SA du 27 novembre 1987 et du 21 juin 1991 ont autorisé l'émission de 616 800 actions de 25 francs de nominal sous forme d'options de souscription d'actions toutes attribuées au cours des exercices antérieurs.

De plus, en conséquence de la fusion absorption de Publicis Communication par Publicis SA intervenue le 11 décembre 1998, 62 397 options de souscription antérieurement consenties et attribuées par Publicis Communication ont été reprises par Publicis SA et converties en 93 596 nouvelles options de souscription à des actions de Publicis SA.

Les bénéficiaires disposent de ce droit de souscription pendant 10 ans.

Au cours de l'exercice, 447 785 options ont été levées générant une augmentation de capital de 1 706 610 euros avec une prime d'émission de 12 067 323 euros.

Au 31 décembre 1999, l'état des options restant à lever est le suivant :

<i>actions de 25 F nominal</i>	<i>Date d'attribution</i>	<i>Nombre d'options restant à lever</i>	<i>Prix d'option (euros)</i>	<i>Date limite de levée</i>
Première tranche	22/01/91	443	67	2001
Deuxième tranche	20/02/92	1 770	72	2002
Troisième tranche	15/12/92	2 767	69	2002
Quatrième tranche	22/03/94	4 426	64	2004
Cinquième tranche	30/03/95	13 283	66	2005
Sixième tranche	26/04/96	9 696	49	2006
Septième tranche	20/03/97	7 596	56	2007
Huitième tranche	11/03/98	6 600	87	2008
Neuvième tranche	04/11/98	33 150	102	2008
Total des tranches (1)		79 731		

(1) Toutes les tranches restantes proviennent de la reprise par Publicis SA des plans ayant fait l'objet d'une attribution par Publicis Communication.

Evolution de l'activité consolidée au cours des 5 derniers exercices

<i>En millions d'euros</i>	<i>1995</i>	<i>1996</i>	<i>1997</i>	<i>1998</i>	<i>1999</i>
Chiffre d'affaires	3 132	3 348	4 011	5 473	6 860
Revenu	556	571	663	851	1 042
Résultat Total	47	52	57	68	95
Résultat part du groupe avant amortissement des survaleurs et résultat extraordinaire	24	29	41	58	82
Résultat part du groupe	23	28	35	47	74
Marge brute d'autofinancement courante	76	80	87	107	134

Données par action relatives aux 5 derniers exercices

<i>En euros</i>	<i>1995</i>	<i>1996</i>	<i>1997</i>	<i>1998</i>	<i>1999</i>
Bénéfice net consolidé part du groupe par action (1)	3,0	3,8	5,1	6,5	10,4
Bénéfice courant consolidé part du groupe par action (2)	3,0	3,6	5,1	6,5	9,2
Dividende ajusté par action	0,61	0,73	0,79	1,22	1,70
Capitaux propres part du groupe, y compris résultat, par action	26,8	29,3	29,4	35,4	38,3
Cours de l'action au 31 décembre	44	69	75	152	375

n.b : le nombre d'actions pris en considération exclut les actions auto-détenues.

Pour 1998, le bénéfice net par action a été déterminé sur des bases comparables à 1999.

Par ailleurs, il n'est pas tenu compte de l'effet dilutif potentiel lié aux attributions d'options de souscription d'actions.

(1) Le bénéfice net consolidé est celui avant amortissement des survaleurs.

(2) Le bénéfice courant consolidé est celui avant amortissement des survaleurs et résultat extraordinaire.

- Liste des sociétés consolidées au 31 décembre 1999

A- Sociétés consolidées par intégration globale

	<i>% contrôle</i>	<i>Activité</i>	<i>Pays</i>	<i>Ville</i>
1 - Agences de publicité				
PUBLICIS WORLDWIDE	100,00	Financière	Pays-Bas	Amsterdam
Publicis USA Holdings	100,00	Financière	Etats-Unis	New-York
Publicis	100,00	Publicité	Etats-Unis	San Francisco, Seattle, Salt Lake City, Boise, Dallas, Indianapolis, Los Angeles, Chicago, New-York
Publicis Hal Riney	100,00	Publicité	Etats-Unis	San-Francisco, Atlanta, N-Y
Burrell Communications	49,00	Publicité	Etats-Unis	Chicago
Publicis Dialog	100,00	Publicité	Etats-Unis	New-York, Chicago, Indianapolis, Dallas, Salt Lake City, Seattle, San Francisco
Publicis BCP	70,00	Publicité	Canada	Montréal
Publicis SMW	85,26	Publicité	Canada	Toronto
Optimédia	94,90	Publicité	Canada	Montréal, Toronto
Publicis Dialog	70,95	Publicité	Canada	Montréal, Toronto
Touch	100,00	Publicité	Canada	Montréal
Publicis Capurro	60,00	Publicité	Argentine	Buenos Aires
Publicis Dialog	80,00	Publicité	Argentine	Buenos Aires
Optimedia	100,00	Achat d'espace	Argentine	Buenos Aires
Publicis Norton	60,00	Publicité	Brésil	Sao Paulo, Brasilia, Porto Alegre, Rio de Janeiro
Publicis Unitros	60,00	Publicité	Chili	Santiago
Publicis CB	60,00	Publicité	Colombie	Bogota
Publicis Romero	51,00	Publicité	Mexique	Mexico
Optimedia	60,00	Achat d'espace	Mexique	Mexico
Publicis Dialog	56,00	Publicité	Mexique	Mexico
Publicis 67	60,00	Publicité	Venezuela	Caracas
Publicis Communication	100,00	Publicité	Australie	Sydney
Echo Direct	100,00	Publicité	Australie	Sydney
Optimedia	100,00	Publicité	Australie	Sydney
Publicis Mojo	100,00	Publicité	Australie	Brisbane, Melbourne, Sydney
Publicis Mojo	100,00	Publicité	Nouvelle Zélande	Auckland
Optimedia	100,00	Publicité	Nouvelle Zélande	Auckland
RaingerDirect	75,00	Publicité	Nouvelle Zélande	Auckland
Publicis Ad Link	60,00	Publicité	Chine, Hong-Kong	Pekin, Hong-Kong, Shanghai, Canton, Chengdu
Publicis Welcomm	60,00	Publicité	Corée	Séoul
Publicis Zen	60,00	Publicité	Inde	Mumbai
Publicis Inovasi	89,70	Publicité	Indonésie	Djakarta
Publicis	100,00	Publicité	Japon	Tokyo
Publicis Wet Desert	70,00	Publicité	Malaisie	Kuala Lumpur
Publicis Pakistan	60,00	Publicité	Pakistan	Lashore
Basic	60,00	Publicité	Philippines	Manille
Publicis Philippines	60,00	Publicité	Philippines	Manille
Publicis Ama	60,00	Publicité	Philippines	Manille
Publicis Asia Pacific	100,00	Financière	Singapour	Singapour

	<i>% contrôle</i>	<i>Activité</i>	<i>Pays</i>	<i>Ville</i>
FCA	100,00	Publicité	Singapour	Singapour
Publicis Euréka	60,00	Publicité	Singapour	Singapour
Publicis Taiwan	100,00	Publicité	Taiwan	Taipei
Publicis Praktik	50,00	Publicité	Thaïlande	Bangkok
Publicis Cape Town	60,00	Publicité	Afrique du Sud	Le Cap
Publicis Johannesburg	100,00	Publicité	Afrique du Sud	Johannesburg
Publicis Maroc	100,00	Publicité	Maroc	Casablanca
Publicis Ariely	65,78	Publicité	Israël	Tel Aviv
Ab Data	70,00	Publicité	Israël	Tel Aviv
Super Push	56,00	Publicité	Israël	Tel Aviv
Publicis Graphics	60,00	Publicité	Liban, Jordanie, Bahrein, Egypte, EAU, Arabie Saoudite, Koweït, Turquie	Beyrouth, Amman, Bahrein, Le Caire, Dubaï, Jeddah, Riyad, Koweït, Istanbul.
Publicis Communication	100,00	Financière	Allemagne	Düsseldorf
FCA! BMZ	100,00	Publicité	Allemagne	Düsseldorf
Proropro	100,00	Publicité	Allemagne	Düsseldorf
More Sales	84,80	Publicité	Allemagne	Düsseldorf
More Media	90,50	Achat d'espaces	Allemagne	Düsseldorf
Publicis	100,00	Publicité	Allemagne	Francfort
Mundocom	100,00	Publicité	Allemagne	Francfort
Publicis Service Germany	100,00	Publicité	Allemagne	Francfort
Optimedia	100,00	Achat d'espaces	Allemagne	Düsseldorf
Publicis Dialog	90,50	Publicité	Allemagne	Hambourg
Publicis Vital	90,50	Publicité	Allemagne	Francfort
Publicis Lenze	90,10	Publicité	Allemagne	Cologne
Hiel	100,00	Publicité	Allemagne	Munich
ADF DTP und Datenmanagement	51,00	Publicité	Allemagne	Francfort
Publicis MCD	74,90	Publicité	Allemagne	Erlangen, Munich
More Media Munich	100,00	Publicité	Allemagne	Munich
Contur	100,00	Publicité	Allemagne	Friedrichsdorf
Contur Identity Design	100,00	Publicité	Allemagne	Friedrichsdorf
Contec	100,00	Publicité	Allemagne	Friedrichsdorf
Publicis Berlin	51,00	Publicité	Allemagne	Berlin
Publicis Technology Germany	90,50	Publicité	Allemagne	Düsseldorf
Publicis	100,00	Publicité	Autriche	Vienne
Publicis	100,00	Publicité	Belgique	Bruxelles
Publicis	100,00	Publicité	Croatie	Zagreb
Publicis	100,00	Publicité	Danemark	Copenhague
Publicis	100,00	Publicité	Espagne	Madrid, Barcelone, Seville, Valence, Alicante
Publicis Casadevall y Pedreño	85,00	Publicité	Espagne	Barcelone, Madrid
Optimedia	98,00	Achat d'espaces	Espagne	Madrid
FCA/BMZ	100,00	Publicité	Espagne	Madrid, Barcelone, Seville
Publicis Törmä	60,03	Publicité	Finlande	Helsinki
Publicis Dialog	51,00	Publicité	Finlande	Helsinki
Multi Market Services	100,00	Financière	Grande-Bretagne	Londres
Publicis	100,00	Publicité	Grande-Bretagne	Londres
Mundocom	100,00	Publicité	Grande-Bretagne	Londres
Optimedia	100,00	Publicité	Grande-Bretagne	Londres
FCA!	100,00	Publicité	Grande-Bretagne	Londres

RAPPORT ANNUEL PUBLICIS - COMPTES CONSOLIDÉS

	<i>% contrôle</i>	<i>Activité</i>	<i>Pays</i>	<i>Ville</i>
Publicis Technology	100,00	Publicité	Grande-Bretagne	Londres
Publicis Dialog	100,00	Publicité	Grande-Bretagne	Londres
Publicis Blue Print	100,00	Publicité	Grande-Bretagne	Londres
Publicis	100,00	Publicité	Grèce	Athènes
Publicis	100,00	Publicité	Hongrie	Budapest
Publicis	100,00	Publicité	Italie	Milan,Rome
FCA! BMZ	100,00	Publicité	Italie	Milan
Optimedia	100,00	Publicité	Italie	Milan
Publicis Carmi & Ubertis Design	80,00	Publicité	Italie	Milan
GGA	100,00	Publicité	Italie	Milan
Publicis	100,00	Financière	Norvège	Oslo
FCA! Amsterdam	97,00	Publicité	Pays-Bas	Amsterdam
FCA! Retail	100,00	Publicité	Pays-Bas	Amsterdam
Compasso	77,00	Publicité	Pays-Bas	Amsterdam
Change The Script	51,00	Publicité	Pays-Bas	Amsterdam
Overad	100,00	Financière	Pays-Bas	Amsterdam
Overad Property	100,00	Financière	Pays-Bas	Amsterdam
Publicis	100,00	Publicité	Pays-Bas	Amsterdam
AMI	51,00	Publicité	Pays-Bas	Amsterdam
Mundocom A.A.C.	75,00	Publicité	Pays-Bas	Amsterdam,Eindhoven
Kern Habbema & Yap	64,20	Publicité	Pays-Bas	Amsterdam
Brüggenwirth, Mass & Boswinkel	100,00	Publicité	Pays-Bas	Amsterdam
Publicis	85,00	Publicité	Pologne	Varsovie
Publicis	90,00	Publicité	Portugal	Lisbonne
BMZ/Park	56,44	Publicité	Portugal	Lisbonne
Optimedia	93,00	Achat d'espaces	Portugal	Lisbonne
Publicis	60,00	Publicité	République Tchèque	Prague
Publicis Knut	60,00	Publicité	Slovaquie	Bratislava
Publicis	60,00	Publicité	Slovénie	Ljubljana
Publicis Etoiles	100,00	Financière	Suède	Stockholm
Publicis Welinder	58,00	Publicité	Suède	Stockholm
Publicis Zürich	90,00	Publicité	Suisse	Zürich
Publicis Lausanne	100,00	Publicité	Suisse	Lausanne
PUBLICIS CONSEIL	99,61	Publicité	France	Paris
FCA!B.M.Z.	100,00	Publicité	France	Paris
Loeb et Associés	55,00	Publicité	France	Paris
Publicis EtNous	71,44	Publicité	France	Paris
Mundocom	100,00	Publicité	France	Paris
Publicis Dialog	100,00	Publicité	France	Paris
Directis	60,00	Publicité	France	Paris
Parti Print	90,00	Publicité	France	Paris
Publicis Design	100,00	Publicité	France	Paris
Valeur Source	100,00	Publicité	France	Paris
Média System	94,67	Publicité	France	Paris
Guillaume Tell	80,00	Publicité	France	Paris
Verbe	85,00	Publicité	France	Paris
Verbe Consumer	99,74	Publicité	France	Paris
GES	100,00	Publicité	France	Paris
GEM	90,00	Publicité	Suisse	Cologny
Nephtalie Travel	100,00	Publicité	France	Paris
Motivom	74,50	Publicité	France	Paris

	<i>% contrôle</i>	<i>Activité</i>	<i>Pays</i>	<i>Ville</i>
Publicis Hourra	99,93	Publicité	France	Lille
Epure	99,67	Publicité	France	Lille
Publicis Cachemire	70,18	Publicité	France	Lyon, Clermont-Ferrand
Implication	75,00	Publicité	France	Lyon
Publicis Méditerranée	100,00	Publicité	France	Marseille
Publicis Soleil	100,00	Publicité	France	Toulouse, Montpellier
Publicis Grand Angle	99,75	Publicité	France	Brest, Nantes, Rennes
Positif	99,80	Publicité	France	Brest
Publicis Koufra	87,76	Publicité	France	Nancy, Dijon, Strasbourg
Hautefeuille Besançon	100,00	Publicité	France	Besançon
Publicis Atlantique	100,00	Publicité	France	Bordeaux
Publicis Racines	100,00	Publicité	France	Tours
Paname	89,76	Publicité	France	Paris
Exaudi	90,80	Publicité	France	Paris
2ème Communication	51,00	Publicité	France	Lyon
O' de Formes	88,00	Publicité	France	Lyon
WAM	99,68	Publicité	France	Paris
PUBLICIS CENTRE MEDIA	100,00	Achat d'espace	France	Paris
Credome	100,00	Etudes et recherches	France	Paris
PUBLICIS CONSULTANTS	100,00	Publicité	France	Paris
Publicis Consultants	90,00	Publicité	Pays-Bas	Amsterdam
Publicis Consultants	100,00	Publicité	Belgique	Bruxelles
Solange Stricker	100,00	Publicité	France	Paris
Finincom	100,00	Publicité	France	Paris
PUBLICIS TECHNOLOGY	100,00	Interactif	France	Paris

2 - Médias & Régies

	100,00	Régie de Presse	France	Paris
MÉDIAS ET RÉGIES EUROPE				
Le Monde Publicité	49,00	Régie de Presse	France	Paris
Régiscope	49,00	Régie de Presse	France	Paris
Espaces Libération	49,00	Régie de Presse	France	Paris
Profil 18/30	50,00	Régie de Presse	France	Paris
CNM	50,00	Régie interactive	France	Paris
SB System	100,00	Régie Affichage	France	Paris
Metrobus	100,00	Régie Affichage	France	Paris
A Nous Paris	55,00	Presse	France	Paris
Sodex	100,00	Régie Affichage	France	Paris
France Index	100,00	Régie Affichage	France	Paris
Publisistemas	100,00	Régie Affichage	Espagne	Madrid
Mediavision	66,63	Régie Cinéma	France	Paris
Intervoz	95,00	Régie de Radio	Portugal	Lisbonne
Publex	50,00	Affichage	Pays-Bas	Amsterdam
V.K.M.	50,00	Régie Affichage	Pays-Bas	Amsterdam
REGIE 1	50,00	Régie de Radio	France	Paris

	<i>% contrôle</i>	<i>Activité</i>	<i>Pays</i>	<i>Ville</i>
3 - Autres secteurs				
Drugstore Champs-Élysées	100,00	Distribution	France	Paris
Groupe Publicis Services	100,00	Services	France	Paris
Farner Publicis Holding	100,00	Financière	Suisse	Zürich

B- Sociétés consolidées par mise en équivalence

Somupi	34,00	Affichage	France	Paris
Sopact	49,00	Affichage	France	Paris
TCS Portugal	35,00	Affichage	Portugal	Lisbonne
Metromatic	50,00	Promotion	Espagne	Madrid
Promometro	34,00	Promotion	France	Paris

- Comptes sociaux de Publicis SA

Exercice 1999

- P 60

Bilans au 31 décembre en euros et en francs

- P 64

Comptes de résultat en euros et en francs

- P 66

Tableau récapitulatif des chiffres clés sur 3 ans en euros et en francs

- P 67

Annexe aux comptes de Publicis SA

- P 78

*Résultats de la société Publicis SA au cours des cinq derniers exercices
Evolution du cours de l'action Publicis SA*

- P 79

Répartition du capital de Publicis SA

- Bilans au 31 décembre

en euros

ACTIF	1997	1998	1999		
	Net	Net	Brut	Amortissements Provisions	Net
ACTIF IMMOBILISE					
<i>Immobilisations incorporelles</i>					
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	0	2 949 644	2 988 562	78 850	2 909 713
Fonds de commerce	0	0	333 108	333 108	0
<i>Immobilisations corporelles</i>					
Terrains	0	3 408 673	3 626 386	285 723	3 340 663
Constructions	0	2 725 397	8 804 814	4 655 860	4 148 954
Installations techniques, matériel et outillage industriels	0	388 895	6 251 745	5 916 146	335 599
Autres	11 351	772 792	4 076 986	3 374 557	702 430
<i>Immobilisations financières</i>					
Participations	227 330 624	223 111 220	289 678 421	21 247 074	268 431 347
Créances rattachées à des participations	29 918 602	121 057 257	99 759 601	0	99 759 601
Autres titres immobilisés	0	13 288 694	70 741 862	7 721	70 734 141
Prêts	28 913	1 332 287	1 260 526	0	1 260 526
Autres	0	148 580	87 329	23 684	63 645
Total I	257 289 490	369 183 440	487 609 342	35 922 723	451 686 618
ACTIF CIRCULANT					
Avances et acomptes versés sur commandes	0	139 346	0	0	0
Créances clients et comptes rattachés	0	7 206 057	6 648 846	410 278	6 238 568
Autres créances	1 630 091	15 889 962	2 254 059	9 638	2 244 422
Valeurs mobilières de placement	27 925	24 162	89 098	70 268	18 830
Disponibilités	5 516 331	7 186 078	1 837 898	0	1 837 898
Charges constatées d'avance	2 223	0	0	0	0
Total II	7 176 571	30 445 606	10 829 901	490 184	10 339 718
Ecarts de conversion actif (III)	0	33 996	100 607		100 607
Total général (I+II+III)	264 466 061	399 663 042	498 539 850	36 412 907	462 126 943

<i>PASSIF</i>	<i>1997</i>	<i>1998</i>	<i>1999</i>
CAPITAUX PROPRES			
Capital social	31 035 239	34 217 986	35 924 596
Primes d'émission et de fusion	23 649 628	111 475 823	123 543 145
Réserve légale	3 086 384	3 103 524	3 421 799
Réserve facultative	97 393 676	94 279 396	94 279 396
Réserve des plus-values à long terme	5 900 038	22 657 136	22 657 136
Report à nouveau	6 771 900	3 606 360	20 648 220
SITUATION NETTE AVANT RESULTAT	167 836 865	269 340 225	300 474 292
Résultat de l'exercice	3 313 176	28 009 941	20 710 601
Total I	171 150 042	297 350 166	321 184 893
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES			
Provisions pour risques	0	155 624	155 624
Provisions pour charges	149 601	9 055 824	7 844 540
Total II	149 601	9 211 448	8 000 164
DETTES			
Banques et dettes auprès des établissements de crédit	59 918 646	74 722 127	120 865 247
Emprunts et dettes financières divers	32 945 461	4 959 621	2 756 416
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	199 323	8 113 538	2 324 362
Dettes fiscales et sociales	102 990	1 634 154	4 766 941
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	0	33 421	0
Autres dettes	0	3 604 570	2 128 313
Total III	93 166 419	93 067 432	132 841 279
Ecart de conversion passif (IV)	0	33 996	100 607
Total général (I+II+III+IV)	264 466 061	399 663 042	462 126 943

- Bilans au 31 décembre en francs

ACTIF	1997	1998	1999		
	Net	Net	Brut	Amortissements Provisions	Net
ACTIF IMMOBILISE					
<i>Immobilisations incorporelles</i>					
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	0	19 348 398	19 603 685	517 222	19 086 463
Fonds de commerce	0	0	2 185 047	2 185 047	0
<i>Immobilisations corporelles</i>					
Terrains	0	22 359 432	23 787 532	1 874 221	21 913 310
Constructions	0	17 877 436	57 755 797	30 540 441	27 215 356
Installations techniques, matériel et outillage industriels	0	2 550 984	41 008 760	38 807 372	2 201 388
Autres	74 460	5 069 183	26 743 276	22 135 640	4 607 637
<i>Immobilisations financières</i>					
Participations	1 491 191 138	1 463 513 666	1 900 165 877	139 371 667	1 760 794 210
Créances rattachées à des participations	196 253 163	794 083 554	654 380 086	0	654 380 086
Autres titres immobilisés	0	87 168 115	464 036 196	50 649	463 985 547
Prêts	189 660	8 739 231	8 268 510	0	8 268 510
Autres	0	974 618	572 843	155 358	417 485
Total I	1 687 708 421	2 421 684 617	3 198 507 608	235 637 617	2 962 869 992
ACTIF CIRCULANT					
Avances et acomptes versés sur commandes	0	914 050	0	0	0
Créances clients et comptes rattachés	0	47 268 637	43 613 571	2 691 244	40 922 327
Autres créances	10 692 697	104 231 318	14 785 660	63 218	14 722 442
Valeurs mobilières de placement	183 179	158 495	584 446	460 931	123 515
Disponibilités	36 184 762	47 137 583	12 055 820	0	12 055 820
Charges constatées d'avance	14 583	0	0	0	0
Total II	47 075 221	199 710 083	71 039 496	3 215 393	67 824 103
Ecart de conversion actif (III)	0	223 000	659 937		659 937
Total général (I+II+III)	1 734 783 642	2 621 617 700	3 270 207 042	238 853 010	3 031 354 032

<i>PASSIF</i>	<i>1997</i>	<i>1998</i>	<i>1999</i>
CAPITAUX PROPRES			
Capital social	203 577 825	224 455 275	235 649 900
Primes d'émission et de fusion	155 131 393	731 233 462	810 389 910
Réserve légale	20 245 353	20 357 782	22 445 527
Réserve facultative	638 860 633	618 432 300	618 432 300
Réserve des plus-values à long terme	38 701 710	148 621 068	148 621 068
Report à nouveau	44 420 753	23 656 172	135 443 447
SITUATION NETTE AVANT RESULTAT	1 100 937 667	1 766 756 059	1 970 982 152
Résultat de l'exercice	21 733 012	183 733 171	135 852 640
Total I	1 122 670 679	1 950 489 230	2 106 834 792
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES			
Provisions pour risques	0	1 020 826	1 020 826
Provisions pour charges	981 317	59 402 309	51 456 811
Total II	981 317	60 423 135	52 477 637
DETTES			
Banques et dettes auprès des établissements de crédit	393 040 552	490 145 026	792 824 047
Emprunts et dettes financières divers	216 108 055	32 532 983	18 080 905
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	1 307 472	53 221 321	15 246 816
Dettes fiscales et sociales	675 567	10 719 349	31 269 082
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	0	219 225	0
Autres dettes	0	23 644 430	13 960 816
Total III	611 131 646	610 482 334	871 381 666
Ecart de conversion passif (IV)	0	223 000	659 937
Total général (I+II+III+IV)	1 734 783 642	2 621 617 700	3 031 354 032

- Comptes de résultat

en euros

	1997	1998	1999
Production vendue (biens et services)	0	65 077 182	10 911 256
Reprises sur provisions et transferts de charges	0	813 784	430 710
Autres produits de gestion courante	0	2 108 712	3 098
Total produits d'exploitation	0	67 999 678	11 345 064
Achats de marchandises	0	(38 922)	0
Variation de stock de marchandises	0	(210 123)	0
Achats de matières premières et autres approvisionnements	0	(49 119)	0
Variation de stock des matières premières et autres approvisionnements	0	(277 750)	0
Autres achats et charges externes	(1 315 772)	(53 394 880)	(5 676 257)
Impôts, taxes et versements assimilés	(70 109)	(1 554 591)	(1 014 046)
Salaires et traitements	(574 649)	(3 900 439)	(514 708)
Charges sociales	(126 677)	(1 577 730)	(140 572)
Dotations aux amortissements des immobilisations	(3 770)	(852 331)	(472 423)
Dotation pour dépréciation des actifs circulants	0	(192 783)	(24 922)
Dotations aux provisions pour risques et charges	0	(2 515 373)	(609 796)
Autres charges	(21 343)	(197 725)	(413 359)
Total charges d'exploitation	(2 112 320)	(64 761 766)	(8 866 083)
Résultat d'exploitation	(2 112 320)	3 237 912	2 478 981
Produits financiers de participations	7 355 298	25 834 465	10 518 435
Autres intérêts et produits assimilés	98 553	540 577	1 099 323
Reprises de provisions financières et transferts de charges	0	72 748	2 259 279
Différences positives de change	306 419	0	710 146
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	3 652	2 946 430	0
Total produits financiers	7 763 922	29 394 220	14 587 183
Dotations aux amortissements et aux provisions	0	0	(29 017)
Intérêts et charges assimilés	(1 826 165)	(3 221 243)	(3 132 966)
Différences négatives de change	0	(230 492)	0
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement	0	0	0
Total charges financières	(1 826 165)	(3 451 735)	(3 161 983)
<i>Quote-part de résultats de sociétés de personnes</i>	<i>(1 733 286)</i>	<i>(1 313 778)</i>	<i>(1 685 457)</i>
Résultat financier	4 204 470	24 628 707	9 739 744
Résultat courant avant impôts	2 092 150	27 866 618	12 218 725
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	0	67 131	2 962 256
Produits exceptionnels sur opérations en capital	0	54 412 175	14 868 962
Reprises sur provisions et transferts de charges	0	2 946	0
Total produits exceptionnels	0	54 482 251	17 831 218
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	0	(19 976)	(515 575)
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	0	(38 559 086)	(3 721 297)
Dotations aux amortissements et aux provisions	0	(15 740 810)	0
Total charges exceptionnelles	0	(54 319 872)	(4 236 872)
Résultat exceptionnel	0	162 379	13 594 346
Impôts sur les bénéfices	1 221 026	(19 056)	(5 102 470)
Bénéfice net de l'exercice	3 313 176	28 009 941	20 710 601

- Comptes de résultat en francs

	1997	1998	1999
Production vendue (biens et services)	0	426 878 331	71 573 149
Reprises sur provisions et transferts de charges	0	5 338 073	2 825 272
Autres produits de gestion courante	0	13 832 241	20 319
Total produits d'exploitation	0	446 048 646	74 418 740
Achats de marchandises	0	(255 313)	0
Variation de stock de marchandises	0	(1 378 316)	0
Achats de matières premières et autres approvisionnements	0	(322 201)	0
Variation de stock des matières premières et autres approvisionnements	0	(1 821 921)	0
Autres achats et charges externes	(8 630 898)	(350 247 451)	(37 233 802)
Impôts, taxes et versements assimilés	(459 883)	(10 197 450)	(6 651 705)
Salaires et traitements	(3 769 452)	(25 585 203)	(3 376 261)
Charges sociales	(830 948)	(10 349 231)	(922 090)
Dotations aux amortissements des immobilisations	(24 730)	(5 590 927)	(3 098 894)
Dotation pour dépréciation des actifs circulants	0	(1 264 572)	(163 480)
Dotations aux provisions pour risques et charges	0	(16 499 764)	(4 000 000)
Autres charges	(140 000)	(1 296 989)	(2 711 457)
Total charges d'exploitation	(13 855 911)	(424 809 338)	(58 157 689)
Résultat d'exploitation	(13 855 911)	21 239 308	16 261 051
Produits financiers de participations	48 247 590	169 462 982	68 996 408
Autres intérêts et produits assimilés	646 465	3 545 951	7 211 088
Reprises sur provisions et transferts de charges	0	477 194	14 819 900
Différences positives de change	2 009 979	0	4 658 252
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	23 954	19 327 316	0
Total produits financiers	50 927 988	192 813 443	95 685 648
Dotations aux amortissements et aux provisions	0	0	(190 338)
Intérêts et charges assimilées	(11 978 858)	(21 129 968)	(20 550 908)
Différences négatives de change	0	(1 511 931)	0
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement	0	0	0
Total charges financières	(11 978 858)	(22 641 899)	(20 741 246)
<i>Quote-part de résultats de sociétés de personnes</i>	<i>(11 369 612)</i>	<i>(8 617 819)</i>	<i>(11 055 872)</i>
Résultat financier	27 579 518	161 553 725	63 888 530
Résultat courant avant impôt	13 723 607	182 793 033	80 149 581
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	0	440 348	19 431 124
Produits exceptionnels sur opérations en capital	0	356 920 472	97 534 000
Reprises sur provisions et transferts de charges	0	19 322	0
Total produits exceptionnels	0	357 380 142	116 965 124
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	0	(131 032)	(3 381 949)
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	0	(252 931 025)	(24 410 110)
Dotations aux amortissements et aux provisions	0	(103 252 947)	0
Total charges exceptionnelles	0	(356 315 004)	(27 792 059)
Résultat exceptionnel	0	1 065 138	89 173 065
Impôts sur les bénéfices	8 009 405	(125 000)	(33 470 006)
Bénéfice net de l'exercice	21 733 012	183 733 171	135 852 640

- Tableau récapitulatif des chiffres clés sur 3 ans en euros et en francs

Compte de résultat	<i>en milliers d'euros</i>			<i>en milliers de francs</i>		
	1997	1998	1999	1997	1998	1999
Chiffres d'affaires	0	65 077	10 911	0	426 878	71 573
Résultat courant avant impôts sur les bénéfices	2 092	27 866	12 218	13 723	182 793	80 149
Résultat total	3 313	28 009	20 710	21 733	183 733	135 852
Bilan						
Actif immobilisé	257 289	369 183	451 686	1 687 708	2 421 684	2 962 869
Capitaux propres	171 150	297 350	321 184	1 122 670	1 950 489	2 106 834
Total du bilan	264 466	399 663	462 126	1 734 783	2 621 617	3 031 354
Données par action						
	<i>en euros</i>			<i>en francs</i>		
	1997	1998	1999	1997	1998	1999
Dividende unitaire	0,79	1,22	1,70	5,20	8,00	11,15
Bénéfice net par action	0,41	3,12	2,20	2,67	20,46	14,41

- Annexe aux comptes de PUBLICIS SA

1 - FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE

Au cours de l'exercice 1999, plusieurs événements significatifs sont intervenus :

- Cession de notre participation dans le Drugstore Matignon (100 %) et dans le Pub Renault (25 %).
- Cession des surfaces de l'immeuble Matignon que nous détenions en copropriété.
- Rachat d'actions propres pour un montant total de 57 millions d'euros portant à 4,4 % du capital le pourcentage de titres auto-détenus.

2 - PRINCIPES, RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES

Les états financiers y compris l'annexe aux comptes sont arrêtés en euros à compter de l'exercice 1999 ; ils ont été convertis sur la base de la parité franc/euro fixée au 1^{er} janvier 1999 (soit 1 euro = 6,55957 francs). La conversion concerne les chiffres de l'exercice et ceux des années antérieures présentées.

Les comptes annuels de l'exercice 1999 sont établis conformément aux dispositions du plan comptable 1982 et dans le respect des textes légaux en vigueur.

Les méthodes d'évaluation et de présentation retenues pour établir les comptes de l'exercice 1999 sont demeurées inchangées par rapport à celles de l'exercice précédent.

Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles amortissables sont constituées par la concession de places de parkings qui font l'objet d'un amortissement sur 75 ans (durée de la concession) et par le fonds de commerce du cinéma Publicis, complètement amorti.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations sont évaluées à leur coût net d'acquisition et font l'objet d'amortissements annuels calculés de manière linéaire :

50 ans	Bâtiment avenue des Champs-Élysées
25 ans	Bâtiment rue du Dôme à Boulogne
20 et 10 ans	Agencements des constructions, installations générales
10 ans	Matériel et outillage
4 ans	Matériel de transport
3 ans	Matériel informatique

Immobilisations financières

La valeur brute des participations est constituée par le coût d'achat des titres hors frais accessoires. Les titres acquis en devises sont enregistrés au prix d'acquisition converti en francs au cours du jour de l'opération.

Les titres de participation font, le cas échéant, l'objet de provisions pour dépréciation quand leur valeur d'usage est inférieure à leur valeur comptable. La valeur d'usage est déterminée selon des critères objectifs, tels l'actif net réévalué, la capitalisation du résultat ou encore les cours de bourse, étayés le cas échéant par des critères plus subjectifs, comme les perspectives du secteur et leur incidence sur l'évolution économique de la société ou bien l'intérêt stratégique de la participation pour le Groupe.

Provisions pour risques et charges

Les provisions pour risques et charges incluent principalement :

- des provisions pour indemnités de fin de carrière : la provision figurant au bilan correspond aux droits acquis par les salariés de plus de 50 ans, majorée des charges sociales qui s'y rapportent ;
- des provisions pour grosses réparations relatives à nos immeubles.

Produits financiers

Les revenus financiers sont appréhendés en application des règles usuelles en la matière, à savoir :

- dividendes en provenance de sociétés françaises : après la décision de mise en distribution par l'Assemblée Générale,
- dividendes en provenance de sociétés étrangères : à la date d'encaissement,
- produits financiers sur comptes courants, dépôts à terme et obligations : au fur et à mesure de l'acquisition des fruits,
- coupons et dividendes sur valeurs mobilières de placement : à la date d'encaissement.

La quote-part de résultats des sociétés de personnes inscrite au compte de résultat représente la part revenant à notre Société dans les résultats 1999 du Drugstore Champs-Élysées (99,99 %) et de Régie 1 (49 %), conformément aux stipulations expresses de leurs statuts respectifs ainsi que du Drugstore Matignon (100 %) jusqu'au 31 juillet 1999, date de la cession de nos titres.

3 - ACTIF IMMOBILISE

Immobilisations incorporelles

La diminution du poste s'explique par la sortie de la concession du parking Matignon.

Immobilisations corporelles

La variation des immobilisations corporelles s'explique, d'une part, par l'acquisition d'un étage et d'une partie des sous-sols de l'immeuble situé rue du Dôme à Boulogne (pour un montant de 2 708 926 euros) et d'autre part, par la sortie de l'immeuble Matignon et des agencements qui y sont attachés (pour une valeur brute de 2 053 112 euros).

Crédit-bail immobilier

Deux étages de l'immeuble de la rue du Dôme à Boulogne font l'objet d'une location en crédit-bail, selon les caractéristiques détaillées ci-après :

VALEURS DES BIENS EN CREDIT-BAIL au 31 décembre 1999, en milliers d'euros

Catégorie d'immobilisation	Valeur d'origine	Redevances		Dotations aux amortissements théoriques		Prix d'achat résiduel en fin de contrat
		de l'exercice	Cumulées	de l'exercice	Cumulées	
Terrains et constructions	7 985 (1)	965	6 585	299	2 108	2921

(1) dont 1996 KE pour la valeur du terrain

ECHEANCE DES REDEVANCES DE CREDIT-BAIL RESTANT A VERSER au 31 décembre 1999, en milliers d'euros

Catégorie d'immobilisation	- 1 an	1 à 5 ans	+ 5 ans	Total
Terrains et constructions (1)	965	2 192	1 606	4 763

(1) Non compris les versements complémentaires de 2 921 KE destinés à compenser le prix d'achat résiduel en fin de contrat (dont 1 669 KE de 1 à 5 ans et 1 252 KE de plus de 5 ans)

Immobilisations financières

Titres de participation

Les titres de participation ont augmenté de 43 060 847 euros.

Les principaux mouvements de l'exercice sont :

- l'acquisition de titres Publicis Conseil pour un montant total de 45 734 705 euros payée par compensation avec les avances en capital antérieurement consenties à Publicis Worldwide ;
- la sortie des titres Drugstore Matignon et Pub Renault pour un total de 2 259 294 euros ;
- la sortie des titres TV6 pour 381 123 euros, suite à la liquidation de la société.

Suite aux reprises de provisions opérées pendant l'exercice sur les titres Drugstore Matignon et Pub Renault pour 2 259 279 euros, le montant de la provision sur titres s'élève à 21 247 074 euros au 31 décembre 1999.

Créances rattachées à des participations

Les créances rattachées s'élèvent au 31 décembre 1999 à 99 759 601 euros, soit une diminution de 21 297 656 euros, qui s'explique principalement par l'évolution des avances en compte courant consenties à Publicis Worldwide : de nouvelles avances ont été consenties à hauteur de 24 851 494 euros, le montant de l'acquisition des titres Publicis Conseil ayant par ailleurs été imputé sur celles-ci.

Autres titres immobilisés

Dans le cadre de l'autorisation donnée par l'Assemblée Générale Extraordinaire du 25 juin 1998, réitérée par l'Assemblée Générale du 11 décembre 1998 aux fins de mise en conformité avec la loi du 2 juillet 1998, Publicis SA a acquis, au cours de l'année 1999, 311 350 de ses propres titres pour montant de 57 445 447 euros.

Au total, Publicis SA détient, au 31 décembre 1999, 418 192 de ses propres titres pour un prix global de 70 713 140 euros.

Sur la base du cours au 31 décembre 1999 (375 euros), ces titres recèlent une plus-value latente de 86 108 860 euros.

4 - EFFECTIF MOYEN

L'effectif moyen de la Société a été de 5 personnes dont 4 cadres.

5 - CAPITAUX PROPRES

En conséquence de l'exercice d'options de souscription d'actions, le capital social a été augmenté de 1 706 610 euros avec une prime d'émission de 12 067 323 euros.

Au 31 décembre 1999, le capital social s'élève à 35 924 596 euros (235 649 900 francs), divisé en 9 425 996 actions de 25 francs de nominal.

6 - PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

La variation de ce poste s'explique par :

- la reprise de provisions pour indemnités de fin de carrière de l'exercice à hauteur de 41 982 euros pour l'exercice écoulé, la provision au 31 décembre 1999 s'élevant ainsi à 2 012 284 euros ;
- la dotation à la provision pour grosses réparations de l'exercice à hauteur de 609 796 euros, la provision au 31 décembre 1999 s'élevant ainsi à 5 732 083 euros.

7 - ETAT DES ECHEANCES DES CREANCES ET DES DETTES

Toutes les créances de l'actif circulant et les dettes sont exigibles à moins d'un an, à l'exception :

- des effets émis pour un montant total de 298 626 euros, à échéance comprise entre 1 à 4 ans, couverts par des effets à recevoir de même montant ;
- d'une créance de TVA de 351 924 euros sur le Trésor Public, remboursable sur 15 ans.

8 - CHIFFRE D'AFFAIRES

Les ventes se composent essentiellement :

- des loyers perçus sur les immeubles 133 Champs-Élysées, 15 rue du Dôme (Boulogne) et Matignon jusqu'à la date de cession ;
- de la redevance de location gérance du fonds de commerce de Métrobus.

9 - RESULTAT EXCEPTIONNEL

Les produits exceptionnels comprennent principalement :

- la plus-value de cession de l'immeuble Matignon, d'un montant de 11 240 021 euros avant impôt ;

- un montant de 2 713 771 euros reçu de Médias & Régies Europe en application de la clause de retour à meilleure fortune relative à un abandon de créance antérieurement consenti à cette dernière.

10 - IMPOT SUR LES SOCIETES

Après imputation des déficits reportables existant à clôture de l'exercice, pour un montant de 2 866 552 euros, le montant total de l'impôt sur les sociétés de l'exercice ressort à 5 102 470 euros se décomposant comme suit :

<i>En milliers d'euros</i>	<i>Résultat avant Impôt</i>	<i>Impôt sur les sociétés</i>	<i>Résultat après Impôt</i>
Résultat courant	12 218	(374)	11 844
Résultat exceptionnel	13 594	(4 728)	8 866
Total	25 812	(5 102)	20 710

11 - EVENEMENT IMPORTANT SURVENU APRES LA CLOTURE DE L'EXERCICE

La décision du Tribunal Arbitral dans la procédure qu'avait engagé True North dans le but de contester les modalités de la fusion de Publicis Communication avec Publicis SA a été rendue en février 2000.

Le Tribunal Arbitral international dans sa décision a débouté True North de la totalité de ses demandes et notamment celle de dommages (qui s'élevait à plus de 100 millions de US \$), le tribunal faisant partiellement droit aux demandes de Publicis.

12 - LA CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT

La marge brute d'autofinancement est constituée par le résultat net de l'exercice (hors plus-values exceptionnelles de cession) augmenté des dotations aux amortissements.

13 - TABLEAU DES RESSOURCES ET EMPLOIS DE FONDS
selon la méthode des flux financiers. (en milliers d'euros)

RESSOURCES	
Résultat net, hors plus-values de cession	13 967
Dotation aux amortissements	472
Capacité d'autofinancement	14 440
Cessions et sorties d'actif	
- Immobilisations corporelles	7 824
- Titres de participation	416
- Autres immobilisations financières	4 191
Augmentation de capital et prime	13 774
Levées de stock-options :	
- Capital	1 707
- Primes	12 067
Dettes financières autres que banques	1 986
Total des ressources	42 631
EMPLOIS	
Investissements	85 615
- Immobilisations corporelles	2 745
- Actions propres acquises	57 445
- Autres immobilisations financières	25 425
Remboursement des dettes financières	4 189
Dividendes distribués	10 650
Total des emplois	100 454
Emploi net	(57 823)

**14 - VARIATION DU BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT ET DE
LA TRESORERIE** (en milliers d'euros)

Valeurs mobilières de placement	5
Banques	51 492
<i>VARIATION DE LA TRESORERIE</i>	<i>51 497</i>
<i>VARIATION DU BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT</i>	<i>6 326</i>
Variation du fonds de roulement	(57 823)

15 - INVENTAIRE DES VALEURS MOBILIERES AU 31 décembre 1999
(en euros)

			% Particip.	Valeur Nette Comptable
I. PARTICIPATIONS				
<i>A. Participations françaises</i>				
3 728 596	actions	PUBLICIS CONSEIL	99,61%	90 831 684
1 582 691	actions	MEDIAS ET REGIES EUROPE	99,99%	25 507 771
9 230	actions	PUBLICIS CONSULTANTS	98,93%	4 223 539
7 000	actions	EUROPE 1 IMMOBILIER	10,00%	1 958 830
9 993	actions	PUBLICIS CENTRE MEDIA	99,94%	1 836 020
74 599	actions	DRUGSTORE CHAMPS-ELYSEES	99,99%	1 137 254
4 539	actions	PUBLICIS TECHNOLOGY	99,89%	998 877
245 000	actions	REGIE 1	49,00%	373 500
13 465	actions	GROUPE PUBLICIS SERVICES	99,99%	252 838
2 493	actions	WAM	99,68%	233 268
Participations dont la valeur est inférieure à 15 200 euros, ensemble				20 588
Total des participations françaises				127 374 169
<i>B. Participations étrangères</i>				
5 000	parts	PUBLICIS WORLDWIDE BV	100,00%	71 643 199
4 658 000	actions	TRUE NORTH COMMUNICATIONS Inc.	10,00%	54 944 942
125	actions	PUBLICIS/BLOOM Inc.	96,15%	10 974 793
6 500	actions	FARNER PUBLICIS HOLDING	100,00%	3 241 127
6 100	actions	FCA BRUSSELS	100,00%	251 251
Participations dont la valeur est inférieure à 15 200 euros, ensemble				1 866
Total des participations étrangères				141 057 178
Total des participations				268 431 347
II. TITRES DE PLACEMENT				
<i>A. Titres de placement français</i>				
418 192	titres	PUBLICIS	4,44%	70 713 140
1 713	actions	GITT	ns	18 393
Participations dont la valeur est inférieure à 15 200 euros, ensemble				7 531
<i>B. Titres de placement étrangers</i>				
Participations dont la valeur est inférieure à 15 200 euros, ensemble				13 906
Total des titres de placement				70 752 970
Total des valeurs mobilières				339 184 317

**16 - TABLEAU DES FILIALES ET DES PARTICIPATIONS AU
31 décembre 1999 (en euros)**

A. FILIALES ET PARTICIPATIONS DONT LA VALEUR D'INVENTAIRE EXCEDE 1% DU CAPITAL DE PUBLICIS SA

<i>SOCIETES</i>	<i>Capital</i>	<i>Réserves et report à nouveau</i>	<i>% de participation</i>	<i>Chiffre d'affaires</i>	<i>Résultat</i>	<i>Observations</i>
1. Filiales						
PUBLICIS WORLDWIDE BV 198 Beethovenstraat 1077 JZ AMSTERDAM	45 378 021	72 488 000	100,00	4 931 618 000	65 394 000	Chiffres consolidés
PUBLICIS CONSEIL 133 Champs-Elysées 75008 PARIS	28 532 160	35 380 000	99,61	861 480 000	12 426 000	Chiffres consolidés
MEDIAS & REGIES EUROPE 133 Champs-Elysées 75008 PARIS	24 128 060	15 962 000	99,99	402 079 000	10 529 000	Chiffres consolidés
PUBLICIS CENTRE MEDIA 46 quai A. le Gallo 92100 BOULOGNE	762 245	1 083 000	99,94	317 385 000	79 000	Chiffres consolidés
PUBLICIS/BLOOM Inc. 1209 Orange str. Wilmington Delaware (USA)	USD 14 600 000	USD 2 469 000	96,15	376 125 000	2 807 000	USD=0,99542 au 31/12/99
PUBLICIS CONSULTANTS 133 Champs-Elysées 75008 PARIS	142 235	4 829 000	98,93	55 321 000	3 400 000	Chiffres consolidés
FARNER HOLDING A.G. Theaterstrasse 8, 8001 ZURICH	CHF 650 000	CHF 7 237 560	100,00	0	(23 206)	CHF=0,62301 au 31/12/99
DRUGSTORE CHAMPS-ELYSEES 133 Champs-Elysées 75008 PARIS	1 137 270	0	99,99	11 443 000	(1 873 000)	
PUBLICIS TECHNOLOGY 19 rue Erard 75012 PARIS	173 220	1 578 000	99,89	11 944 000	(859 000)	
REGIE 1 28 rue François 1er 75008 PARIS	762 000	0	49,00	67 966 000	1 116 000	exercice du 1/10 au 30/09
2. Participations						
TRUE NORTH COMMUNICATIONS 101 East Erie Street CHICAGO IL. (USA) USD=0,99542 au 31/12/99	USD 15 079 000	USD 292 351 000	10,00	9 556 919 000	38 612 000	Chiffres consolidés
EUROPE 1 IMMOBILIER 26 bis rue François 1er 75008 PARIS	1 067 143	2 304 000	10,00	3 294 423	1 533 401	exercice du 1/10 au 30/09

B. RENSEIGNEMENTS GLOBAUX SUR TOUTES LES FILIALES ET PARTICIPATIONS

	<i>Filiales</i>		<i>Participations</i>	
	Françaises	Etrangères	Françaises	Etrangères
Valeur comptable des titres détenus :				
- Brute	135 772 565	96 894 462	1 979 418	55 031 976
- Nette (1)	125 394 751	86 110 370	1 979 418	54 946 808
Montant des prêts accordés (2)	3 629 354	96 130 247	0	0
Montant des cautions et avals donnés	0	0	0	0
Montant des dividendes encaissés	7 158 738	872 952	26 679	2 311 751

(1) Le détail des valeurs d'inventaire figure page 75 - note 15

(2) Filiales françaises : prêt accordé à Médias & Régies Europe

Filiales étrangères : avance en compte courant faite à Publicis Worldwide, destinée à être incorporée aux fonds propres

- Résultats de la société PUBLICIS SA

au cours des exercices 1995, 1996, 1997, 1998 et 1999
(Articles 133, 135 et 148 du décret sur les sociétés commerciales)

En euros	1995	1996	1997	1998	1999
1 - CAPITAL EN FIN D'EXERCICE					
Capital social	30 722 765	30 863 841	31 035 239	34 217 986	35 924 596
Nombre d'actions émises	8 061 125	8 098 141	8 143 113	8 978 211	9 425 996
Nombre maximal d'actions futures à créer par exercice d'options de souscriptions attribuées	559 430	522 414	477 442	527 516	79 731
2 - OPERATIONS ET RESULTATS DE L'EXERCICE					
Chiffre d'affaires hors taxes	0	0	0	65 077 182	10 911 256
Résultat avant impôts, amortissements et provisions	9 682 972	7 220 039	2 095 920	46 710 937	24 091 023
Impôts sur les bénéfices	(9 958)	(373 138)	(1 221 026)	19 056	5 102 470
Résultat après impôts, amortissements et provisions	9 692 930	7 593 177	3 313 176	28 009 941	20 710 601
Résultat distribué	4 915 642	5 943 329	6 461 577	10 950 853	16 029 810
3 - RESULTATS PAR ACTION					
Résultat après impôts, mais avant amortissements et provisions	1,20	0,94	0,41	5,20	2,01
Résultat après impôts, amortissements et provisions	1,20	0,94	0,41	3,12	2,20
Dividende attribué à chaque action	0,60	0,73	0,79	1,21	1,70
4 - PERSONNEL					
Effectif moyen des salariés	5	5	5	89	5
Montant de la masse salariale	552 642	565 774	561 132	3 912 014	514 708
Montant des avantages sociaux (sécurité sociale, oeuvres sociales, etc.)	179 195	133 653	127 287	1 577 730	140 572

Evolution du cours de l'action PUBLICIS au cours des 5 derniers exercices (en euros)

Cours le plus bas	40	43	69	73	117
Cours le plus haut	58	75	97	165	385
Cours au 31 décembre	44	69	75	152	375

- Répartition du capital de PUBLICIS SA

au 31 décembre 1999

	<i>Total actions</i>	<i>% du capital</i>	<i>Nombre de droits de vote</i>	<i>% des droits de vote</i>
<i>Actionnaires contrôlant plus de 5 % du capital</i>				
SOMAREL SA (1)	3 095 640	32,84%	6 191 280	47,98%
Elisabeth Badinter	776 680	8,24%	1 553 360	12,04%
Putnam (Fonds de pension américain)	511 662	5,43%	511 662	3,97%
<i>Public</i>	<i>4 623 822</i>	<i>49,05%</i>	<i>4 646 476</i>	<i>36,01%</i>
<i>Actions propres détenues par la Société</i>	<i>418 192</i>	<i>4,44%</i>	<i>-</i>	<i>-</i>
Total	9 425 996	100%	12 902 778	100%

A la connaissance de la société, aucun autre actionnaire du public ne détient plus de 5% du capital social.

(1) La SOMAREL est contrôlée par Madame Elisabeth Badinter à 40,80 %, Sophie Dulac à 14,80 %, la succession Marcel Bleustein-Blanchet à 7,30 %, des investisseurs institutionnels à 18,55 % et les salariés du Groupe Publicis à 18,55 %.

- Rapport des Commissaires aux Comptes

Exercice clos le 31 décembre 1999

Rapport Général

Mesdames, Messieurs,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos Assemblées Générales Ordinaires, nous avons l'honneur de vous présenter notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 1999 sur :

- le contrôle des comptes annuel de la société Publicis S.A. établis en euros tels qu'ils sont annexés au présent rapport,

- les vérifications et informations spécifiques prévues par la loi,

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Directoire. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

1- Opinion sur les comptes annuels

Nous avons effectué notre audit selon les normes de la profession ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à examiner, par sondages, les éléments probants justifiant les données contenues dans ces comptes. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues pour l'arrêt des comptes et à apprécier leur présentation d'ensemble. Nous estimons que nos contrôles fournissent une base raisonnable à l'opinion exprimée ci-après.

Nous certifions que les comptes annuels sont réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

2- Vérifications et informations spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes de la profession, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Directoire et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives aux prises de participation et de contrôle et à l'identité des détenteurs du capital vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Rapport Spécial sur les conventions réglementées.

Mesdames et Messieurs,

En notre qualité de commissaires aux comptes de votre société, nous devons vous présenter un rapport sur les conventions règlementées dont nous avons été avisés. Il n'entre pas dans notre mission de rechercher l'existence éventuelle de telles conventions.

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention visée à l'article 143 de la loi du 24 juillet 1996.

Paris le 17 mars 2000

Mazars & Guérard
Frédéric Allilaire José Marette
Commissaires aux Comptes

Pierre Loeper

Rapport sur les comptes consolidés

Mesdames, Messieurs,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos Assemblées Générales, nous avons procédé au contrôle des comptes consolidés de la société Publicis SA établis en euros, relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 1999, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le Directoire. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

Nous avons effectué notre audit selon les normes de la profession ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à examiner, par sondages, les éléments probants justifiant les données contenues dans ces comptes. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes et à apprécier leur présentation d'ensemble. Nous estimons que nos contrôles fournissent une base raisonnable à l'opinion exprimée ci-après.

Nous certifions que les comptes consolidés sont réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière, ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les entreprises comprises dans la consolidation.

Par ailleurs, nous avons également procédé à la vérification des informations relatives au Groupe, données dans le rapport sur la gestion du groupe. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Les Commissaires aux Comptes

Paris, le 17 mars 2000
Mazars & Guérard
Frédéric Allilaire José Marette

Pierre Loeper

- Informations complémentaires

<i>Responsable du document de référence et du contrôle des comptes</i>	<i>p 86</i>
<i>Responsable du document</i>	<i>p 86</i>
<i>Responsables du contrôle des comptes</i>	<i>p 86</i>
<i>Responsable de l'information financière</i>	<i>p 87</i>
<i>Renseignements de caractère général concernant PUBLICIS SA et son capital</i>	<i>p 88</i>
<i>Renseignements généraux concernant Publicis SA</i>	<i>p 88</i>
<i>Renseignements généraux concernant le capital</i>	<i>p 90</i>
<i>Répartition du capital et des droits de vote</i>	<i>p 91</i>
<i>Marché des titres</i>	<i>p 92</i>
<i>Dividendes et rendement</i>	<i>p 93</i>
<i>Renseignements relatifs à l'activité de PUBLICIS</i>	<i>p 94</i>
<i>Activité du Groupe Publicis</i>	<i>p 94</i>
<i>Politique d'investissements</i>	<i>p 95</i>
<i>Éléments exceptionnels et litiges</i>	<i>p 97</i>
<i>Organes d'administration, de direction et de surveillance</i>	<i>p 98</i>
<i>Membres du Conseil de Surveillance et du Directoire</i>	<i>p 98</i>
<i>Comités spécialisés</i>	<i>p 99</i>
<i>Existence de schémas d'intéressement du personnel</i>	<i>p 99</i>
<i>Renseignements concernant l'évolution récente</i>	<i>p 100</i>
<i>Tableau de concordance</i>	<i>p 107</i>

RESPONSABLES DU DOCUMENT DE REFERENCE ET DU CONTROLE DES COMPTES

Responsable du document

Maurice LEVY, Président du Directoire.

Attestation

« A ma connaissance, les données du présent Document de Référence sont conformes à la réalité ; elles comprennent toutes les informations nécessaires aux investisseurs pour fonder leur jugement sur le patrimoine, l'activité, la situation financière, les résultats et les perspectives de PUBLICIS ; elles ne comportent pas d'omission de nature à en altérer la portée. »

Responsables du contrôle des comptes

<i>Commissaires aux Comptes titulaires</i>	<i>Date de première nomination</i>	<i>Prochaine échéance du mandat</i>
- Cabinet MAZARS & GUERARD représenté par J. Marette et F. Allilaire 125, rue de Montreuil 75011 Paris	25 juin 1981	A.G.O. 2005
- Pierre LOEPER 39, rue Saint Dominique 75007 Paris	20 juin 1986	A.G.O. 2004
Commissaire aux Comptes suppléant		
- Patrick de Cambourg 125, rue de Montreuil 75011 Paris	25 juin 1998	A.G.O. 2004

Attestation

« Nous avons procédé à la vérification des informations financières et comptables données dans le présent Document de Référence en effectuant les diligences que nous avons estimé nécessaires selon les normes de la profession.

Les comptes annuels et les comptes consolidés des exercices 1997 à 1999 ont fait l'objet d'une certification par nos soins.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité des informations financières et comptables présentées .»

Les Commissaires aux Comptes

CABINET MAZARS & GUERARD

Pierre LOEPER

José MARETTE Frédéric ALLILAIRE

Responsable de l'information financière

Toute information relative au présent document pourra être obtenue auprès de :

Jean-Paul MORIN, Secrétaire général, Directeur financier.

133, avenue des Champs-Elysées - 75008 PARIS

(Téléphone : 01 44 43 73 00 - Fax : 01 44 43 75 60)

RENSEIGNEMENTS DE CARACTERE GENERAL CONCERNANT PUBLICIS SA ET SON CAPITAL

Renseignements généraux concernant Publicis SA

Dénomination sociale et siège social

PUBLICIS SA, 133, avenue des Champs-Élysées, 75008 PARIS.

Forme juridique et législation applicable

Société Anonyme à Directoire et Conseil de Surveillance régie par les articles 118 à 150 de la loi du 24 juillet 1966.

Date de constitution et date d'expiration

Constitution : le 4 octobre 1938

Expiration : le 3 octobre 2037 sauf cas de prorogation

Objet social résumé (Article 2 des statuts)

La société a pour objet, directement ou indirectement, en tous pays :

- l'exploitation et la mise en valeur, de quelque manière que ce soit, de la publicité sous toutes ses formes et quelle qu'en soit la nature ;
- la prise, sous toutes ses formes, d'intérêt et de participation dans toutes affaires et entreprises françaises et étrangères, quel que soit leur objet.

Registre du Commerce et des Sociétés

542 080 601 RCS PARIS ; CODE APE 741 J

Exercice social

Il commence le 1er janvier et se termine le 31 décembre de chaque année.

Lieu de consultation des documents relatifs à la société : au siège social

Répartition statutaire des bénéfices (Articles 28 et 29 des statuts)

Sur le bénéfice diminué, le cas échéant, des pertes antérieures, il est fait d'abord un prélèvement de 5% au moins, affecté à la formation d'un fonds de réserve dit « réserve légale » ; ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque ledit fonds atteint le dixième du capital social. Il reprend son cours, lorsque, pour une cause quelconque, il est descendu au-dessous de cette fraction.

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice, diminué des pertes antérieures ainsi que des sommes à porter en réserve en application de la loi et des statuts et augmenté du report bénéficiaire.

Sur ce bénéfice, il est d'abord prélevé la somme nécessaire pour servir aux actionnaires, à titre de premier dividende, 5 % des sommes dont leurs actions sont libérées et non amorties, sans qu'en cas d'insuffisance d'un exercice pour effectuer ce paiement, il puisse être fait, de ce chef, un prélèvement sur le bénéfice des exercices ultérieurs.

Sur le surplus, l'Assemblée Générale a la faculté, sur la proposition du Directoire, de prélever les sommes qu'elle juge convenable de fixer, soit pour être reportées à nouveau sur l'exercice suivant, soit pour être portées à un ou plusieurs fonds de réserves, généraux ou spéciaux, dont elle détermine l'affectation ou l'emploi. Le solde, s'il en existe un, est réparti aux actions.

L'Assemblée Générale statuant sur les comptes de l'exercice a la faculté d'accorder à chaque actionnaire, pour tout ou partie du dividende mis en distribution, une option entre le paiement du dividende en numéraire ou en actions dans les conditions légales et réglementaires.

Assemblées Générales (Articles 19 à 24 des statuts)

L'Assemblée Générale se compose de tous les actionnaires, quel que soit le nombre d'actions qu'ils possèdent.

Les Assemblées Générales sont convoquées dans les conditions, formes et délais fixés par la loi.

Représentation et admission aux Assemblées :

Le droit de participer aux Assemblées Générales est subordonné :

- pour les propriétaires d'actions nominatives à l'inscription de l'actionnaire sur le registre de la Société,
- pour les propriétaires d'actions au porteur au dépôt, au lieu indiqué par l'avis de convocation, d'une attestation délivrée par l'intermédiaire habilité teneur du compte.

Bureau - Feuille de présence - Voix :

Chaque membre de l'Assemblée Générale a autant de voix qu'il possède ou représente d'actions, sans limitation, mais un droit de vote double est attribué aux actions détenues à titre nominatif depuis plus de deux ans (AGE du 14 septembre 1968).

La suppression du droit de vote double, du ressort de l'AGE, est aussi soumise à l'approbation par l'assemblée spéciale des propriétaires d'actions jouissant du droit de vote double.

Les votes sont exprimés par mains levées, à moins que le scrutin secret ne soit demandé par un ou plusieurs actionnaires représentant ensemble le dixième du capital.

Seuils statutaires devant être déclarés (Assemblée Générale Extraordinaire du 17 décembre 1993 - Article 7 III des statuts) :

Toute personne physique ou morale, agissant seule ou de concert, qui détient ou vient à détenir, de quelque manière que ce soit au sens des articles 356-1 et suivants de la loi du 24 juillet 1966, une fraction égale à 1% du capital social ou tout multiple de ce pourcentage, doit informer la Société du nombre total d'actions qu'elle possède au moyen d'une lettre recommandée avec demande d'avis de réception adressée au siège social dans le délai de quinze jours à compter du franchissement de l'un de ces seuils. Pour le cas où le nombre ou la répartition des droits de vote serait supérieur au nombre ou à la répartition des actions, les pourcentages mentionnés ci-dessus porteront sur la détention des droits de vote. Cette obligation s'applique également chaque fois que la fraction du capital ou des droits de vote détenue devient inférieure à l'un des seuils prévus à l'alinéa ci-dessus.

En cas de non respect des dispositions ci-dessus, les actions excédant la fraction qui aurait dû être déclarée sont privées du droit de vote jusqu'à expiration d'un délai de deux ans suivant la date de régularisation de la notification. Sauf en cas de franchissement de l'un des seuils visés à l'article 356-1 précité, cette sanction ne sera appliquée que sur demande, consignée dans le procès-verbal de l'Assemblée Générale, d'un ou plusieurs actionnaires détenant 1% au moins du capital de la Société ».

Renseignements généraux concernant le capital

Composition du capital social

Le capital social s'élève au 31 décembre 1999 à 35 924 596 euros (235 649 900 francs) et est divisé en 9 425 996 actions de 25 francs de nominal.

Au 31 mars 2000, il n'a pas subi de modification significative.

Autorisation d'émissions

Les Assemblées Générales Extraordinaires de Publicis SA du 27 novembre 1987 et du 21 juin 1991 ont autorisé l'émission de 616 800 actions de 25 francs de nominal sous forme d'options de souscription. De plus, dans le cadre de la fusion absorption de Publicis Communication par Publicis SA intervenue en décembre 1998, les 62 397 options attribuées et non encore levées existant chez l'absorbée à la date de fusion ont été reprises par l'absorbante, après conversion en 93 596 options de souscription à des actions de Publicis SA.

Ces options ont toutes été consenties au profit des membres des organes d'administration et de direction de Publicis SA, société mère, ou de ses principales filiales.

Tous les renseignements relatifs à ces plans d'options de souscription figurent dans l'annexe aux comptes consolidés (chapitre VI).

Tableau d'évolution du capital de Publicis SA depuis 5 ans

<i>Opérations sur le capital</i>	<i>Montant des variations du capital</i>			<i>Montants successifs du capital (euros)</i>	<i>Nombre cumulé d'actions de la Société</i>
	Nombre d'actions	Nominal (euros)	Prime d'émission (euros)		
Situation au 1^{er} janvier 1995				25 593 964	6 715 416
13/07/95 Attribution d'1 action gratuite pour 5 anciennes	1 343 163	5 119 097	-	30 713 061	8 058 579
1995 Levées d'options de souscription d'actions	2 546	9 703	62 162	30 722 765	8 061 125
1996 Levées d'options de souscription d'actions	37 016	141 076	1 227 780	30 863 841	8 098 141
1997 Levées d'options de souscription d'actions	44 972	171 398	1 149 576	31 035 239	8 143 113
1998 Levées d'options de souscription d'actions	43 022	163 967	1 131 976	31 199 206	8 186 135
Fusion absorption de Publicis Communication	792 076	3 018 780	52 209 960	34 217 986	8 978 211
1999 Levées d'options de souscription d'actions	447 785	1 706 610	8 358 255	35 924 596	9 425 996
Situation au 31 décembre 1999				35 924 596	9 425 996

Répartition du capital et des droits de vote

La répartition du capital et des droits de vote au 31 décembre 1999 figure en annexe aux comptes de Publicis SA. Hormis les actionnaires mentionnés dans ce tableau, il n'existe, à la connaissance de la Société, aucun autre actionnaire détenant plus de 5 % du capital social ou des droits de vote.

Suite au décès de Marcel BLEUSTEIN-BLANCHET, le capital de la Somarel a fait l'objet, au cours du mois d'avril 1998, d'un réaménagement qui a permis d'associer des investisseurs amis à côté des membres du personnel du Groupe et du top management français et étranger.

A titre d'information, nous vous indiquons la répartition du capital de la SOMAREL connue à ce jour : Elisabeth Badinter 40,8%, Sophie Dulac 14,8 %, la succession Sophie Bleustein-Blanchet 7,3 %, des investisseurs institutionnels 18,55 % et les salariés du groupe Publicis 18,55 %. L'ensemble de ces actionnaires est lié par un pacte visant à assurer la pérennité du contrôle exercé par la Somarel et qui prévoit expressément la fusion de Somarel avec Publicis au plus tard le 30 juin 2003.

Le nombre approximatif d'actionnaires est de 12 000.

Au 31 décembre 1999, le personnel ne détient directement aucune participation significative dans le capital.

En dehors de la détention de Madame Elisabeth BADINTER, qui figure dans le tableau de répartition du capital de Publicis SA, aucun autre membre du Conseil de Surveillance et aucun membre du Directoire ne détient de participation significative dans le capital.

Dans le cadre de l'autorisation de rachat par la Société de ses propres actions à concurrence de 10 % du capital, donnée par l'Assemblée Générale des actionnaires et qui a reçu le visa COB 98-928 en date du

25 novembre 1998, la société Publicis a racheté en 1999, 311 350 de ses propres titres, ce qui porte à 418 192 le total des titres auto-détenus, soit 4,4% du capital.

Le renouvellement de cette autorisation, qui expire en juin 2000, sera soumis à l'approbation de l'Assemblée Générale du 22 juin prochain, pour une nouvelle durée de 18 mois.

Aucun plan d'attribution d'options d'achat d'actions dans le cadre de la précédente autorisation n'a été mis en place à ce jour.

Par ailleurs, il n'existe pas d'autocontrôle indirect, ni de pacte d'actionnaires déclaré auprès des autorités boursières.

Marché des titres

- **Lieu de cotation** : Bourse de PARIS
- **Marché** : Règlement Mensuel
- **Titres admis au Premier Marché** : la totalité des titres composant le capital social
- **Volumes traités et évolution du cours de l'action au cours des dix-huit derniers mois** :
(Informations disponibles sur le site internet de la Bourse de Paris)

	<i>En euros</i>	<i>Volumes traités</i>		<i>Premier cours coté du mois</i>	<i>Cours du mois</i>	
		Nombre de titres	Capitaux (en millions)		Plus Haut	Plus Bas
1998	Octobre	260 820	33,2	136	137	117
	Novembre	233 316	35,0	134	161	134
	Décembre	111 867	15,8	147	152	130
1999	Janvier	161 584	21,5	154	154	117
	Février	203 613	30,1	130	166	130
	Mars	399 671	63,0	152	169	144
	Avril	221 583	34,9	153	181	145
	Mai	148 958	26,5	177	198	163
	Juin	1 132 539	200,1	181	205	173
	Juillet	218 748	42,5	201	207	185
	Août	288 873	55,3	188	205	178
	Septembre	251 709	52,9	193	222	191
	Octobre	313 913	71,7	219	250	213
	Novembre	633 397	190,4	241	355	241
	Décembre	500 372	173,3	320	385	311
2000	Janvier	493 068	200,0	379	470	330
	Février	732 196	394,3	460	601	458
	Mars	581 855	344,5	535	697	505

Dividendes et rendement

<i>Dividende versé au titre de l'exercice</i>	<i>Nombre de titres rémunérés</i>	<i>Dividende unitaire</i>	<i>Avoir fiscal</i>	<i>Revenu global unitaire</i>	<i>Distribution totale</i>	<i>Cours au 31 décembre</i>	<i>Rendement net</i>
1995	8 061 125	0,61	0,30	0,91	4 915 642	44	1,39 %
1996	8 122 017	0,73	0,37	1,10	5 943 329	69	1,06 %
1997	8 150 993	0,79	0,40	1,19	6 461 577	75	1,06 %
1998	8 979 111	1,22	0,61	1,83	10 950 853	152	0,80 %
1999	9 429 300	1,70	0,85	2,55	16 029 810	375	0,45 %

Les dividendes se prescrivent par 5 ans. Ils sont alors versés aux Domaines.

La politique de distribution de Publicis a été, au cours des dernières années, d'assurer le service d'un dividende régulier à ses actionnaires, tout en préservant une capacité d'autofinancement suffisante pour financer le développement de l'entreprise.

L'intention de Publicis pour le futur est de poursuivre une croissance régulière du dividende versé à ses actionnaires en vue d'arriver à un rendement voisin de celui de la moyenne des actions cotées à la Bourse de Paris.

RENSEIGNEMENTS RELATIFS A L'ACTIVITE DE PUBLICIS

Activité du groupe Publicis

Publicis est un réseau mondial de communication, présent sur les cinq continents, dans 76 pays et 132 villes.

Publicis est le premier réseau publicitaire en Europe, où il contrôle le réseau d'agences de publicité Publicis ainsi qu'un réseau pour l'achat d'espaces : Optimédia.

Aux Etats-Unis, nous nous classons dans les dix premiers, et nous occupons des places de premier plan en Amérique Latine, au Canada et en Asie-Pacifique.

A partir de Fallon McEligott, agence américaine acquise en tout début d'année 2000, un deuxième réseau d'agences de publicité à vocation Internet va être lancé.

Le Groupe dispose également de nombreuses agences spécialisées dans plusieurs pays, regroupées en réseaux appelés à accroître progressivement leur couverture géographique :

- dans le domaine du conseil en stratégie d'entreprise et de la communication financière notamment : Publicis Consultants, présent dans plusieurs pays d'Europe
- dans le domaine du marketing opérationnel : Publicis Dialog, déjà implanté en France, en Angleterre, en Allemagne et aux Etats-Unis
- dans le domaine de la communication électronique et interactive : Publicis Technology, présent en France, Grande-Bretagne, Allemagne, Hollande, Etats-Unis et à Singapour.

Le Groupe Publicis est, par ailleurs, largement présent dans les médias au travers de sa branche Médias & Régies, qui constitue la deuxième activité du Groupe. Celle-ci présente une double originalité : à la fois une présence dans les médias eux-mêmes (affichage et mobilier urbain) de loin son activité la plus forte, avec Publex, Metrobus, Somupi et SB System, et un rôle très actif de régisseur publicitaire de presse écrite (Le Monde, Libération, l'Événement, Pariscope, Télé Z, Marianne, le Nouvel Economiste), de radio (Régie 1 avec Europe 1, Intervoz au Portugal) et de cinéma (Médiavision).

Médias & Régies est, à l'heure actuelle, principalement installée en France mais se développe à l'international : Publex est depuis longtemps implanté aux Pays-Bas, Metrobus a des filiales en Espagne et au Portugal, Mediavision dans plusieurs pays d'Europe et Medias & Régies en Amérique du Nord.

A côté de ces activités dans la communication traditionnelle, Publicis est présent dans la distribution, avec le Drugstore Champs-Élysées implanté à l'Étoile, et assure, au travers de la société GPS, la gestion administrative et comptable de la plupart des sociétés françaises du Groupe, ainsi que diverses prestations au profit des sociétés du Groupe dans le domaine des ressources humaines, de l'immobilier, de la direction juridique et des assurances.

Enfin, Publicis SA dispose d'un important patrimoine immobilier, décrit dans l'annexe aux comptes consolidés au chapitre IV.

Un organigramme du groupe figure dans le présent rapport.

Principaux clients internationaux

<i>Client</i>	<i>Date d'acquisition du budget</i>	<i>Nombre de pays</i>
Nestlé	1952	39
Renault	1963	20
Sara Lee/Dim	1963	12
Unilever/Boursin	1964	5
Pfizer	1978	10
L'Oréal/Lancôme (Laboratoires Garnier)	1979	53
Whirlpool	1989	30
Siemens	1991	23
Rowenta	1993	24
Thomson Multimedia	1993	11
Coca-Cola	1994	33
British Airways	1995	48
Hewlett-Packard	1996	40
Inmarsat	1996	79
Club Med	1998	29
Union des Banques Suisses	1998	32
Ericsson	1999	15
ECB	1999	14

Politique d'investissements

Etudes et recherches

La politique du Groupe dans ce domaine est décrite dans l'annexe aux comptes consolidés au chapitre III.

Principaux investissements réalisés depuis 3 ans

Trois événements capitaux ont marqué l'année 1997.

Le plus important est sans conteste l'accélération de la mondialisation, décidée et initiée en 1996, de Publicis avec de nouvelles implantations dans de nombreux pays : Publicis Korea en Corée, Publicis Inovasi en Indonésie, Publicis Ariely en Israël, Publicis Mojo en Australie et Nouvelle-Zélande, Publicis Johannesburg et Publicis Cape Town en Afrique du Sud.

Parallèlement, nous avons consolidé notre pôle Médias & Régies par la prise d'intérêts complémentaires dans Metrobus (que nous détenons désormais à 100%) et Mediavision (que nous détenons désormais à 66%).

Enfin, nous avons conclu un accord de séparation avec True North mettant fin à tous nos différends. Les principales dispositions de cet accord sont les suivantes :

- les agences FCB Paris, Londres, Lisbonne et Athènes ont été cédées à True North,
- True North a cédé les 49% qu'elle détenait dans Publicis Europe,
- Publicis Communication a augmenté son capital de 6,5% au profit de True North qui en détient alors 26,5%, Publicis SA contrôlant 73,5% du capital de Publicis Communication.

Par ailleurs, des accords ont été conclus entre Publicis et True North pour que Publicis fasse ses meilleurs efforts pour assurer la liquidité des titres Publicis Communication détenus par True North.

D'autres opérations d'acquisitions et de cessions ont été réalisées, parmi lesquelles nous citerons les plus significatives, à savoir les acquisitions, en Grande-Bretagne, de 100 % du capital de l'agence londonienne KWS et de SMI, rebaptisée Publicis Technology, spécialisée dans le domaine de la haute technologie.

1998 est l'année de tous les changements.

Sur le plan du contrôle du Groupe, un accord a été trouvé pour que les parts détenues dans la Somarel par Michèle Bleustein-Blanchet et Nicolas Rachline soient reprises pour moitié par des investisseurs amis et pour l'autre moitié par les collaborateurs et dirigeants du Groupe. Le contrôle exercé par Elisabeth Badinter s'en est ainsi trouvé renforcé.

Sur le plan interne, nous avons procédé à un vaste programme de simplification de nos structures : réorganisation de notre pôle Médias & Régies, concentration de notre patrimoine immobilier chez Publicis SA, et fusion absorption de Publicis Communication par Publicis SA, fusion qui nous a permis de reprendre le contrôle à 100% de nos activités publicitaires. Nous avons par ailleurs cédé notre participation minoritaire (33,58 %) dans Affichage Giraudy.

Nous avons poursuivi notre programme de mondialisation enfin, avec trois acquisitions majeures :

- la très créative agence américaine Hal Riney & partners, installée à San Francisco, New-York, Atlanta et Chicago
- l'agence de publicité et de relations publiques Evans Group implantée dans de nombreuses villes aux Etats-Unis
- l'agence la plus créative d'Espagne, une des plus belles agences européennes, Casadevall Pedreno & PRG, basée à Madrid et Barcelone.

D'autres acquisitions nous ont permis de renforcer notre présence en Asie, avec Wet Desert en Malaisie, Praktik Publicis en Thaïlande, au Viet-Nam, Laos, Cambodge et Birmanie.

En Amérique latine, nous nous sommes implantés en Argentine, avec Publicis Capurro, au Venezuela avec Publicis 67 et au Chili avec Publicis Unitos.

En Amérique du Nord, nous avons acquis deux agences canadiennes (Publicis SMW et Mediabec) qui confortent notre position dans ce pays.

En 1999, nous avons parachevé le programme de construction de notre réseau mondial, avec l'acquisition de Welcomm en Corée, d'AD Link en Chine, du groupe AMA aux Philippines, de Publi-Graphics au Moyen Orient et de Burrell Communications aux Etats-Unis.

Nous avons par ailleurs, dans le cadre du plan de rachat d'actions voté par l'Assemblée Générale en 1998, procédé au rachat de 311 350 actions propres au cours de l'exercice portant notre pourcentage total d'actions auto-détenues à 4,4 % du capital (418 192 actions au 31/12/1999).

3.2.3. Investissements futurs

Au tout début de l'année 2000, nous avons réalisé trois acquisitions d'importance majeure aux Etats-Unis : Frankel, agence leader dans le secteur des « marketing services », Fallon McEligott, agence tout particulièrement reconnue pour son professionnalisme et sa créativité et DeWitt, agence média américaine, autour de laquelle va se constituer le pôle Optimedia USA.

Notre politique de mondialisation étant désormais achevée, nous avons pour objectif de renforcer nos positions :

- sur le plan géographique par un renforcement de nos positions en Amérique du Nord et en Amérique Latine. Notre souhait est également d'émerger au Japon, où nous sommes déjà implantés, mais de façon marginale.
- sur le plan professionnel par la conquête du leadership dans le métier des « marketing services » et de la communication intégrée ; dans le domaine du Net, et plus spécialement dans les secteurs où nous possédons -ou sommes capables de développer- des compétences distinctives.

Eléments exceptionnels et litiges

Ils sont mentionnés dans le rapport de gestion et dans la note annexe aux comptes.

Ainsi qu'il est mentionné dans le rapport, le litige qui opposait Publicis à True North concernant les modalités de la fusion absorption de Publicis Communication par Publicis SA a connu une issue favorable à Publicis, le Tribunal Arbitral ayant débouté True North de toutes ses demandes.

A la connaissance du Président du Directoire, il n'existe actuellement aucun autre fait exceptionnel ou litige susceptible d'avoir ou ayant eu dans un passé récent une incidence significative sur l'activité, les résultats, la situation financière ou le patrimoine du Groupe Publicis.

ORGANES D'ADMINISTRATION, DE DIRECTION ET DE SURVEILLANCE

Membres du Conseil de Surveillance et du Directoire

Conseil de Surveillance

Madame Elisabeth BADINTER, demeurant 38, rue Guynemer à Paris (75006). Membre du Conseil de Surveillance depuis le 27 novembre 1987 et Présidente depuis le 19 avril 1996.

Activités exercées hors Publicis : Maître de conférence à l'Ecole Polytechnique et écrivain.

Monsieur Robert BADINTER, demeurant 38, rue Guynemer à Paris (75006).

Membre du Conseil de Surveillance depuis le 14 juin 1996.

Activité exercée hors Publicis : Professeur Emérite à l'Université de Paris I (Panthéon- Sorbonne)

Monsieur Simon BADINTER, demeurant 2191 Anthony Drive, Bath, Ohio 44333 (Etats-Unis), membre du Conseil de Surveillance depuis le 17 juin 1999.

Membre du Directoire de Médias & Régies Europe.

Madame Monique BERCAULT, demeurant 51 rue Berthier à Versailles (78000), membre du Conseil de Surveillance depuis le 25 juin 1998.

Monsieur Michel CICUREL, demeurant 60 avenue Henri Martin à Paris (75016), membre du Conseil de Surveillance depuis le 17 juin 1999.

Président du Directoire de la Compagnie Financière Edmond de Rothschild et de la Compagnie Financière Saint-Honoré, il exerce plusieurs mandats d'administrateur.

Monsieur Michel DAVID-WEILL, demeurant 810 - 5th Avenue, New-York 10021 (Etats-Unis).

Membre du Conseil de Surveillance depuis le 21 juin 1990.

Mandats d'administration les plus significatifs hors Publicis :

Président-directeur général de Maison Lazard Développement et Associé Gérant de la société Lazard Frères et Compagnie, il exerce aussi de très nombreux mandats au sein du Groupe Lazard.

Madame Sophie DULAC, demeurant 86 avenue Niel à Paris (75017), membre du Conseil de Surveillance depuis le 25 juin 1998 et Vice-Présidente depuis le 17 juin 1999.

Madame Hélène PLOIX, demeurant 71 boulevard Arago à Paris (75013), membre du Conseil de Surveillance depuis le 25 juin 1998.

Présidente de Pechel Industries et administrateur de Lafarge.

Monsieur Amaury-Daniel de SEZE, demeurant 51 boulevard Beauséjour à Paris (75116), membre du Conseil de Surveillance depuis le 25 juin 1998.

Membre du Directoire de Paribas, il exerce par ailleurs de très nombreux mandats de membre du Conseil de Surveillance ou d'administrateur.

Monsieur Henri-Calixte SUAUDEAU, demeurant 127, avenue Jean-Baptiste Clément à Boulogne (92100). Membre du Conseil de Surveillance depuis le 27 novembre 1987, il est administrateur de Publicis Conseil.

Monsieur Gérard WORMS, demeurant 61 bis avenue de la Motte Picquet à Paris (75015), membre du Conseil de Surveillance depuis le 25 juin 1998.
Associé Gérant de Rothschild et Cie Banque, il exerce plusieurs mandats d'administrateur : SGB Belgique, Telecom Italia, Métropole Télévision, Degremont.

Directoire

Monsieur Maurice LEVY, demeurant 240 bis, boulevard Saint Germain à Paris (75007).
Nommé Président du Directoire le 27 novembre 1987, il exerce de très nombreux mandats au sein du Groupe Publicis.

Monsieur Bruno DESBARATS-BOLLET, demeurant 7, rue de la Fontaine à Bailly (78870).
Membre du Directoire depuis le 27 novembre 1987, en charge de la branche Médias & Régies, il exerce également de nombreux mandats au sein du Groupe Publicis.

Monsieur Bertrand SIGUIER, demeurant 12, rue d'Auteuil à Paris (75016).
Membre du Directoire depuis le 17 juin 1999, il exerce également plusieurs mandats français et internationaux au sein du Groupe Publicis.

Réunions du Conseil de Surveillance et du Directoire

Le Conseil de Surveillance se réunit tous les trois mois pour examiner le rapport trimestriel présenté par le Directoire.

Le Directoire se réunit mensuellement.

Ces deux organes sociaux sont le cas échéant réunis à titre exceptionnel aussi souvent que l'intérêt de la Société l'exige.

Rémunération des organes de direction et d'administration

Ce point est abordé dans l'annexe aux comptes consolidés (Section VI).

Comités spécialisés

Au début de l'année 2000, il a été décidé de mettre en place :

- un comité de nomination et de rémunération
- un comité d'audit

Ces deux comités devraient commencer leurs travaux au cours de l'exercice 2000.

Existence de schémas d'intéressement du personnel

Il n'existe aucun schéma d'intéressement du personnel en dehors de la participation légale des salariés aux fruits de l'expansion.

RENSEIGNEMENTS CONCERNANT L'EVOLUTION RECENTE

Le Groupe Publicis a, au mois de mars 2000, rendu publique la stratégie offensive de développement qu'il a décidé de mettre en place dans le domaine de l'internet et des nouvelles technologies.

Publicis.Net, véhicule principal de déploiement de cette stratégie, est une société de droit américain ayant vocation à être cotée. Elle sera dédiée au développement du commerce électronique et de la communication interactive et investira dans la nouvelle économie sur les marchés naturels du groupe.

Trois filiales lui sont d'ores et déjà rattachées :

- Publicis NetWorks (création de sites, e-commerce et marketing interactif)
- Net Intelligentz (outil d'échange d'information destiné aux annonceurs)
- Publicis e-brand (agence dédiée aux dot.com)

D'autre part, notre réseau international d'achat d'espace va créer Interactive@Optimedia, structure mondiale de web-planning et d'achat d'espace sur le Net.

Médias & Régies Interactive, nouvelle filiale de notre branche Médias & Régies, a quant à elle pour mission la vente d'espaces publicitaires sur le Net et la régie de sites.

Enfin, un accord de partenariat a été signé avec Cap Gemini et Ernst & Young Conseil, afin d'accompagner les entreprises dans leurs projets de création d'activités nouvelles pour leurs clients autour de la relation consommateur, du commerce électronique et de la communication.

- Résolutions proposées à l'Assemblée Générale Mixte, Ordinaire annuelle et Extraordinaire du 22 juin 2000

De la compétence de l'Assemblée Générale Ordinaire annuelle

Première résolution

L'Assemblée Générale, après avoir pris connaissance des rapports du Directoire, du Conseil de Surveillance et des Commissaires aux Comptes, comme du bilan, du compte de résultat et de l'annexe de l'exercice 1999, approuve les opérations résumées dans ces rapports ainsi que les comptes annuels faisant apparaître un bénéfice de 20 710 601 euros (135 852 640 francs).

Deuxième résolution

L'Assemblée Générale approuve l'affectation du bénéfice de l'exercice 1999 telle que proposée par le Directoire.

Le bénéfice de 20 710 601 euros (135 852 640 francs) majoré du précédent report à nouveau de 20 648 220 euros (135 443 447 francs) forme un bénéfice distribuable de 41 358 821 euros (271 296 087 francs) que l'Assemblée décide d'affecter :

	<i>en euros</i>	<i>en francs</i>
- à la réserve légale	170 661	1 119 463
- à la réserve des plus-values à long terme	1 001 890	6 571 970
- à la distribution aux actions (1,70 euro ou 11,15 francs x 9 429 300 actions)	16 029 810	105 148 661
- au report à nouveau	24 156 460	158 455 993
Total affecté	41 358 821	271 296 087

Le dividende net est de 1,70 euro (11,151269 francs) par action de 25 francs de nominal, avec un avoir fiscal de 0,85 euro (5,5756345 francs). Il sera mis en paiement le 12 juillet 2000.

L'Assemblée Générale décide, conformément aux dispositions de l'article 217.3 alinéa 4 de la loi du 24 juillet 1966, que le montant du dividende correspondant aux actions autodétenues à la date de la mise en paiement sera affecté au compte report à nouveau.

Elle reconnaît que le rapport du Directoire a fait état des dividendes mis en distribution au titre des trois derniers exercices, à savoir :

- 1996 : 0,73 euro par action de 25 francs de nominal, 0,37 euro d'avoir fiscal,
soit 4,80 francs par action de 25 francs de nominal, 2,40 francs d'avoir fiscal.

- 1997 : 0,79 euro par action de 25 francs de nominal, 0,40 euro d'avoir fiscal, soit 5,20 francs par action de 25 francs de nominal, 2,60 francs d'avoir fiscal.
- 1998 : 1,22 euro par action de 25 francs de nominal, 0,61 euro d'avoir fiscal, soit 8,00 francs par action de 25 francs de nominal, 4,00 francs d'avoir fiscal.

Troisième résolution

L'Assemblée Générale donne quitus au Directoire pour sa gestion de l'exercice 1999.

Quatrième résolution

L'Assemblée Générale donne quitus aux membres du Conseil de Surveillance au titre de leur mandat pour l'exercice 1999.

Cinquième résolution

L'Assemblée Générale fixe à 50 308 euros (330 000 francs) le montant des jetons de présence à allouer au Conseil de Surveillance pour l'exercice 1999.

Sixième résolution

L'Assemblée Générale, après avoir entendu la lecture du rapport spécial des Commissaires aux Comptes établi conformément aux dispositions de l'article 143 de la loi du 24 juillet 1966, approuve les termes de ce rapport.

Septième résolution

L'Assemblée Générale ratifie la cooptation de Monsieur Michel Cicurel, en qualité de membre du Conseil de Surveillance, intervenue au cours du Conseil de Surveillance du 17 juin 1999, pour la durée restante du mandat de son prédécesseur soit à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire appelée à statuer sur les comptes de l'exercice 2003.

Huitième résolution

L'Assemblée Générale décide de renouveler Madame Elisabeth Badinter, en qualité de membre du Conseil de Surveillance, pour une durée de six ans qui expirera à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire appelée à statuer sur les comptes de l'exercice 2005.

Neuvième résolution

L'Assemblée Générale décide de renouveler Monsieur Henri-Calixte Suaudeau, en qualité de membre du Conseil de Surveillance, pour une durée de six ans qui expirera à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire appelée à statuer sur les comptes de l'exercice 2005.

Dixième résolution

L'Assemblée Générale, après avoir pris connaissance des rapports du Directoire, du Conseil de Surveillance et des Commissaires aux Comptes, autorise le Directoire à procéder, en une ou plusieurs fois, sur ses seules délibérations, à l'émission en France ou à l'étranger d'obligations ou de tous autres titres de créance à taux fixe et/ou à taux variable, éventuellement subordonnés, à durée déterminée ou indéterminée, libellés soit en euros, soit en francs français, soit en monnaies étrangères, assortis éventuellement de bons de souscription à d'autres titres de créance de même nature, éventuellement échangeables contre des titres de toutes natures émis par d'autres émetteurs.

Elle décide que le montant nominal desdites obligations et autres titres de créance ne pourra excéder 200 millions d'euros ou sa contre-valeur en toutes autres monnaies, étant précisé que le montant nominal maximum s'applique globalement aux obligations ou titres de créance émis directement ou à la suite de l'exercice de bons de souscription.

Tous pouvoirs sont donnés au Directoire dans la limite ci-dessus fixée, en se conformant à la loi et aux statuts, pour réaliser ces émissions notamment :

- fixer l'époque ou les époques d'émission ;
- déterminer la monnaie d'émission et le montant nominal de l'emprunt dans la limite ci-dessus autorisée ;
- arrêter les termes et conditions des obligations et/ou des titres de créance à émettre ;
- d'une manière générale, passer toutes conventions, conclure tous accords avec toutes banques et tous organismes, prendre toutes dispositions et remplir toutes les formalités relatives à l'émission, à la cotation, et au service financier desdites obligations et/ou desdits titres de créance, et généralement faire tout ce qui sera nécessaire.

Le Directoire pourra, dans le cadre de la présente résolution, déléguer au Président ou à l'un de ses membres les pouvoirs qu'il a reçus au titre de la présente autorisation.

La présente autorisation est valable pour une durée de cinq ans.

De la compétence de l'Assemblée Générale Extraordinaire

Onzième résolution

L'Assemblée Générale, sur la proposition du Directoire, après avoir entendu la lecture du rapport des Commissaires aux Comptes et connaissance prise de la note d'information ayant reçu le visa de la Commission des Opérations de Bourse :

- 1) autorise le Directoire à acheter les actions de la Société, pendant une durée de dix-huit mois à compter de ce jour ;

- 2) décide que ces achats d'actions pourront s'opérer par tous moyens, y compris de gré à gré et par bloc d'actions, en une ou plusieurs fois, dans les proportions et aux époques qu'il plaira au Directoire dans la limite maximale de 10 % du nombre total des actions composant le capital social, représentant au 31 mars 2000 un total de 924 930 actions, étant rappelé que la société possède déjà 418 192 actions acquises au titre d'une précédente autorisation, et que l'enveloppe globale maximale allouée à cette opération est fixée à 300 millions d'euros.

- 3) décide que les actions, dans la limite ci-dessus fixée, pourront être acquises sur décision du Directoire, dans le cadre de la gestion financière des fonds propres de la Société en vue :
 - d'intervenir sur le marché aux fins de régularisation du cours de bourse des actions de la Société ,
 - d'être attribuées aux salariés de la Société, au titre de leur participation aux fruits de l'expansion de l'entreprise ou en cas de levée d'options d'achat ou encore dans le cadre d'un plan d'actionnariat ou d'un plan d'épargne entreprise,
 - d'être annulées par voie de réduction de capital,
 - d'être conservées,
 - d'être transférées, par quelque moyen que ce soit, et notamment en vue de prise de participations ou d'intérêts dans d'autres sociétés.

L'Assemblée Générale donne tous pouvoirs au Directoire pour poursuivre la réalisation des achats d'actions autorisés et pour, en cas de décision de leur annulation, constater la réduction consécutive du capital social, affecter l'excédent du prix de leur achat sur la valeur nominale des actions annulées sur les réserves.

Les actions ainsi achetées ne pourront être annulées que dans la limite de 10 % du capital de la Société par période de vingt-quatre mois.

Douzième résolution

L'Assemblée Générale, connaissance prise des rapports du Directoire, du Conseil de Surveillance et des Commissaires aux Comptes :

- 1) délègue au Directoire le pouvoir d'augmenter, en une ou plusieurs fois, le capital social d'un montant nominal maximum de 20 millions d'euros ou de sa contre-valeur en toutes autres monnaies :
 - a) par l'émission d'actions nouvelles, assorties ou non de bons de souscription d'actions, à souscrire contre espèces ou par compensation de créances, avec ou sans prime d'émission ;
 - b) par l'émission de valeurs mobilières autres que des actions, donnant droit, directement ou indirectement, par conversion, échange, remboursement, présentation d'un bon ou de toute autre manière, à l'attribution d'actions, à tout moment ou à dates fixes ;
 - c) par l'émission de bons de souscription d'actions, à souscrire en espèces, ou attribués gratuitement, étant précisé que ces bons pourront être émis seuls ou attachés à des valeurs mobilières visées au (b) ci-dessus émises simultanément ;
 - d) soit par mise en œuvre simultanée de plusieurs de ces procédés.

- 2) décide que les propriétaires d'actions existantes lors de l'émission contre espèces des actions, valeurs mobilières et bons visés au paragraphe 1) auront, à titre irréductible, et proportionnellement au nombre d'actions alors possédées par eux, un droit préférentiel de souscription à ces valeurs mobilières.

La délégation donnée au paragraphe 1) comporte, au profit des propriétaires des valeurs mobilières et des bons, renonciation des actionnaires à leur droit, immédiatement ou à terme.

Il pourra, si les souscriptions à titre irréductible n'ont pas absorbé la totalité de l'émission des actions et valeurs mobilières, au choix :

- limiter, dans les conditions légales, l'émission au montant des souscriptions recueillies ;
- ou répartir librement les actions ou les valeurs mobilières et les bons non souscrits à titre irréductible ;
- ou encore les offrir au public, totalement ou partiellement.

- 3) décide :

- qu'au montant de 20 millions d'euros fixé au paragraphe 1), s'ajoutera le montant des augmentations de capital supplémentaires, rendues nécessaires pour la réservation des droits des porteurs de valeurs mobilières et bons donnant droit, d'une manière quelconque, à l'attribution d'actions de la Société ;
- qu'en cas de distribution d'actions gratuites les droits formant rompus ne seront pas négociables et les actions correspondantes seront vendues ; tous pouvoirs sont conférés au Directoire pour procéder à cette vente dans les conditions prévues par les dispositions législatives et réglementaires.

- 4) donne tous pouvoirs au Directoire, avec faculté de subdélégation à son Président dans les conditions prévues fixées par la loi :
- a) pour mettre en œuvre, en une ou plusieurs fois, la délégation donnée au paragraphe 1), à l'effet notamment de :
 - déterminer les dates et modalités des émissions,
 - arrêter les prix et taux d'intérêt,
 - fixer les montants à émettre et la forme des valeurs mobilières à créer, leur date de jouissance, même rétroactive, les conditions de leur conversion, échange, remboursement et/ou rachat,
 - procéder à tous ajustements requis en conformité avec les dispositions légales et réglementaires,
 - apporter aux statuts les modifications rendues nécessaires par l'utilisation de la présente délégation,
 - et plus généralement, prendre toutes les dispositions et mesures utiles et conclure tous accords et conventions pour parvenir à la bonne fin des émissions envisagées, le tout conformément aux lois et règlements en vigueur ;
 - b) en cas d'émission de valeurs mobilières donnant droit à l'attribution d'actions sur présentation d'un bon, pour acheter en bourse ces bons, en vue de les annuler ou non, compte tenu des dispositions légales ;
 - c) pour prélever sur le montant des primes afférentes à des augmentations de capital, les frais des ces opérations et les sommes nécessaires pour porter la réserve légale au dixième du nouveau capital.
- 5) décide que la présente délégation est valable pour une durée de vingt-six mois à compter de la présente Assemblée.

Treizième résolution commune

L'Assemblée Générale donne tous pouvoirs au porteur d'une copie ou d'un extrait du présent procès-verbal pour accomplir tous dépôts et formalités de publicité légale et autres qu'il appartiendra.

- Tableau de concordance

Afin de faciliter la lecture du présent document de référence, la table thématique ci-dessous permet d'identifier les principales rubriques de l'instruction d'application du règlement COB 98.01

I - Responsable du document de référence et du contrôle des comptes	p 86
1.1. Responsable du document	p 86
1.2. Responsables du contrôle des comptes	p 86
1.3. Responsable de l'information financière	p 87
II - Renseignements de caractère général concernant Publicis SA et son capital	p 88
2.1. Renseignements généraux concernant Publicis SA	p 88, 89
2.2. Renseignements généraux concernant le capital	p 90
2.3. Répartition du capital et des droits de vote	p 91
2.4. Marché des titres	p 92
2.5. Dividendes et rendement	p 93
III - Renseignements relatifs à l'activité de Publicis	p 94
3.1. Activité du Groupe Publicis	p 94
3.2. Chiffre d'affaires par branche d'activité	p 42
3.3. Evolution des effectifs	p 43
3.4. Politique d'investissements	p 95, 96
3.5. Données caractéristiques sur l'activité des principales filiales	p 3 à 9
3.6. Eléments exceptionnels et litiges	p 8, 97
IV - Patrimoine - situation financière - résultats	p 60
4.1. Comptes sociaux	p 60 à 79
4.2. Comptes consolidés	p 18 à 21, 24 à 51
4.3. Résultat par action et totaux	p 50, 51
4.4. Tableau de flux consolidé	p 22
4.5. Liste des sociétés consolidées	p 52 à 56
V - Organes d'administration, de direction et de surveillance	p 98
5.1. Membres du Conseil de Surveillance et du Directoire	p 98, 99
5.2. Comités spécialisés	p 99
5.3. Existence de schémas d'intéressement du personnel	p 99
VI - Renseignements concernant l'évolution récente et les perspectives d'avenir	p 3, 4, 13, 100